

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:	
ar piesūtīšanu:	bez piesūtīšanas:
par: Ls	(sajemot kantori) par: Ls
1 gadu 22,—	1 gadu 18,—
1/2 gadu 12,—	1/2 gadu 10,—
3 mēn. 6,—	3 mēn. 5,—
1 „ 2,—	1 „ 1,70
atsevišķu num. 15,—	atsevišķu num. 1,10
	pie atkalpārdev. 13,—

Latvijas valdības
Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:
Rīgā, Valdemāra ielā 6, 3. stāvā
Telefons 20032
Runas stundas no plkst. 9 līdz 12



ofciālais laikraksts
svētdienas un svētku dienas

Sludinājumu un abonementa
pieņemšana no plkst. 8.30 līdz 15.30
Rīgā, Valdemāra ielā 6, 2. dzīv.
Telefons 20031

Sludinājumu maksa:	
a) tiesu sludināj. līdz 25 viensl. rind.	Ls 6,—
par katru tālāko rindiņu	„—,25
b) tiesu sludin. par negodīgu un netīrīgu veikalnieku sodīšanu līdz 25 viensl. r.	„ 8,—
par katru tālāko rindiņu	„—,25
c) citu iestāžu slud. par katru viensl. r.	„—,30
d) priv. pers. oblig. slud. par katru viensl. r.	„—,35
e) par nozaud. dok. izslud. par katru dok.	„ 1,50
f) par sadegušu dok. izslud. katrai pers.	„ 1,—

205. num.

Sestdien, 1938. g. 10. septembrī

Divdesmitpirmais gads

Nolīguma par pasta pakām Izpildu reglaments. (Turpinājums pie likuma par Kairas pasta kongresā parakstīto Pasaules pasta Konvenciju un Nolīgumiem.)
Tekniskā instrukcija par likuma par āboliņa, timotiņa, plavu zāļu sēklu un eksportējamo kartupeļu tirgus kārtošānu.
Instrukcija par cūku uzņemšanu ciltsgēmatā un sivēnu tetovēšanu.
Pārgrozījums noteikumos par skolu grāmatu novērtēšanu.
Noteikumi par strādnieku un darbinieku klubiem uzņēmumos.
Pārgrozījums un papildinājums pie noteikumiem par vienreizēju aizdevumu un pabalstu izsniegšanu lauku darbos nodarbinātiem darba meklētājiem.
Noteikumi Liepājas brīvostas nodevu, uzglabāšanas un nomas atlīdzību normām, 1938./39., 1939./40. un 1940./41. s. g.
Dzelzsceļu virsvaldes rīkojums.

Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux:

CHAPITRE I.

Dispositions générales.

Article 101.

Acheminement.

1. Chaque Administration est obligée d'acheminer, par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis qui lui sont remis par une autre Administration pour être expédiés en transit par son territoire.

En cas d'interruption d'une voie, les colis en transit qui devraient suivre cette voie sont acheminés par la route disponible la plus utile.

2. Le transit doit être effectué aux conditions fixées par l'Arrangement et par le Règlement, même lorsque l'Administration d'origine ou de destination des colis n'a pas adhéré à l'Arrangement.

3. Dans les rapports entre pays séparés par un ou plusieurs territoires intermédiaires, les colis doivent suivre les voies dont les Administrations intéressées sont convenues.

4. Les colis envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'Administration réexpéditrice.

Article 102.

Mode de transmission.

1. L'échange des colis entre pays limitrophes ou reliés entre eux au moyen d'un service maritime direct est effectué par les bureaux et dans les locaux désignés par les Administrations intéressées.

2. A moins d'arrangement contraire, la transmission des colis entre pays non limitrophes s'opère à découvert.

Les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour établir des échanges en sacs, paniers ou compartiments clos avec feuilles de route directes; dans ce cas, lesdites Administrations arrêtent d'un commun accord les mesures nécessaires.

3. Toutefois, il est obligatoire de former des récipients clos lorsque, d'après la déclaration d'une Administration intermédiaire, le nombre des colis est de nature à entraver ses opérations.

Article 103.

Renseignements à fournir aux Administrations.

Les Administrations des pays contractants qui entretiennent des échanges directs se notifient mutuellement, au moyen de tableaux conformes au modèle CP 1 ci-annexé, les renseignements concernant l'échange des colis.

Article 104.

Voies de transmission et taxes.

Au moyen des tableaux CP 1 reçus de ses correspondants, chaque Administration détermine les voies à employer pour la transmission de ses colis et les taxes à percevoir sur les expéditeurs, d'après les conditions dans lesquelles s'effectue le transport intermédiaire.

CHAPITRE II.

Dispositions applicables à tous les colis.

Article 105.

Vérification des colis.

La manière de voir du bureau expéditeur, en ce qui concerne le calcul exact du volume, du poids ou des dimensions, doit être considérée comme prévalant, sauf erreur évidente.

Article 106.

Conditionnement des colis.

Pour être admis au transport, tout colis doit:

a) porter, en caractères latins, l'adresse exacte du destinataire ainsi que celle de l'expéditeur. Les adresses au crayon ne sont pas admises; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre, sur un fond préalablement mouillé. L'adresse doit être écrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier, de manière qu'elle ne puisse se détacher. Il est recommandé d'insérer dans l'envoi une copie de la suscription avec mention de l'adresse de l'expéditeur;

b) être emballé et fermé d'une manière qui réponde au poids et à la nature du contenu ainsi qu'à la durée du transport. L'emballage et la fermeture doivent préserver assez efficacement le contenu pour que celui-ci ne puisse pas être détérioré par la pression ou au cours des manipulations et pour qu'il soit impossible d'y porter atteinte sans laisser une trace apparente

de violation. Toutefois, sont acceptés sans emballage les objets qui peuvent être emboîtés, ou réunis et maintenus par un lien solide muni de plombs ou de cachets, de manière à former un seul et même colis ne pouvant se désagréger. Il n'est pas exigé, non plus, d'emballage pour les colis d'une seule pièce, tels que pièces de bois, pièces métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres envois doivent être emballés de façon à éviter tout danger;

c) être scellé par des cachets identiques à la cire, par des plombs ou par un autre moyen, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur;

d) présenter des espaces suffisants pour permettre l'inscription des indications de service ainsi que l'application des timbres et des étiquettes.

Article 107.

Emballages spéciaux.

1. L'emballage des colis qui doivent être transportés sur de longues distances ou supporter de nombreux transbordements et manipulations, et notamment l'emballage des colis à destination des pays éloignés, doit être particulièrement solide et bien conditionné.

Lorsque le contenu est composé de métaux précieux, d'objets en métal ou de marchandises lourdes, il est indispensable, dans tous les cas, d'employer pour l'emballage des boîtes en métal résistant ou des caisses en bois d'une épaisseur d'au moins 1 centimètre pour les colis jusqu'à 10 kilogrammes et 1 1/2 centimètres pour les colis de plus de 10 kilogrammes; toutefois, lorsqu'il est fait usage de caisses en bois contre-plaqué, leur épaisseur peut être limitée à 5 millimètres, à la condition que les arêtes de ces caisses soient renforcées au moyen de cornières.

2. Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal, en bois résistant, en pâte de bois ou en carton ondulé de solide qualité) est ménagé, autant que possible, un espace qui doit être rempli de sciure, de son ou de toute autre matière absorbante ou protectrice.

Cette dernière condition est obligatoire lorsque le premier récipient est particulièrement fragile.

Les poudres sèches colorantes, telles que le bleu d'aniline, etc., ne sont admises que dans des boîtes en fer-blanc résistant, placées à leur tour dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux emballages. Les poudres sèches non colorantes doivent être placées dans des boîtes en métal, en bois ou en carton; ces boîtes doivent être elles-mêmes enfermées dans un sac en toile ou en parchemin.

3. Lorsqu'ils sont admis par toutes les Administrations appelées à participer au transport:

a) les colis contenant des allumettes, des capsules et des cartouches métalliques chargées pour les armes à feu portatives et des éléments de fusées d'artillerie inexplosibles doivent être solidement emballés à l'intérieur et à l'extérieur dans des caisses ou des barils. Le contenu doit, en outre, être indiqué tant sur le bulletin d'expédition que sur l'envoi même;

b) les colis contenant des films, du celluloïd brut ou des objets fabriqués en celluloïd, ainsi que les bulletins d'expédition qui s'y rapportent, doivent être munis, du côté de la suscription, d'une étiquette très apparente de couleur blanche portant, en gros caractères noirs, la mention: „Celluloïd! A tenir loin du feu et de la lumière!“.

Article 108.

Bulletins d'expédition et déclarations en douane.

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition en carton résistant de couleur blanche et de déclarations en douane conformes aux modèles CP 2 et CP 3 ci-annexés; les déclarations en douane sont solidement attachées au bulletin d'expédition.

L'expéditeur peut ajouter sur le coupon du bulletin d'expédition une communication relative au colis. Il doit, en outre, indiquer, au verso du bulletin d'expédition, soit par écrit, soit en soulignant la contexture imprimée, la manière dont il entend disposer du colis au cas où la livraison ne pourrait être effectuée. Cette annotation, qui doit être libellée en français ou dans une langue comme dans le pays de destination, est reproduite sur le colis même.

Les dispositions suivantes sont seules admises:

a) que le colis soit immédiatement renvoyé;

b) que le colis soit réexpédié au même destinataire dans une autre localité;

c) que le colis soit remis ou réexpédié à un autre destinataire (éventuellement sans perception du montant du remboursement ou contre paiement d'une somme inférieure à celle qui était indiquée primitivement);

d) que le colis soit signalé comme tombé en rebut;

e) que l'avis de non-remise soit adressé à un tiers dans le pays de destination du colis;

f) que le colis soit vendu aux risques et périls de l'expéditeur ou traité comme abandonné.

2. Un seul bulletin d'expédition et une seule déclaration en douane peuvent servir pour plusieurs colis ordinaires jusqu'au nombre de trois, émanant du même expéditeur, soumis à la même taxe et destinés à la même personne. Cette disposition n'est pas applicable aux colis expédiés contre remboursement, avec déclaration de valeur, ou à remettre aux destinataires francs de droits, colis pour lesquels les documents collectifs ne sont pas admis.

Chaque pays peut toutefois exiger un bulletin d'expédition et une déclaration en douane par colis.

3. Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane.

Article 109.

Colis francs de droits.

1. Les bulletins d'expédition des colis à remettre francs de droits aux destinataires, de même que la suscription de ces colis, doivent porter l'en-tête très apparent „Franc de droits“ ou une mention analogue dans la langue du pays d'origine. Les adresses des colis ainsi que les bulletins d'expédition sont pourvus d'une étiquette de couleur jaune portant également, en gros caractères, l'indication „Franc de droits“.

2. Tout colis expédié franc de droits est accompagné d'un bulletin d'affranchissement conforme au modèle CP 4 ci annexé, confectionné en carton de couleur jaune et dont le recto est rempli par le bureau expéditeur. Le bulletin d'affranchissement est solidement attaché au bulletin d'expédition.

3. Dans le cas où l'expéditeur d'un colis demande, postérieurement au dépôt, de remettre l'envoi franc de droits, le bureau d'origine en avertit le bureau destinataire par une note explicative transmise sous recommandation en y joignant le bulletin d'affranchissement, dûment rempli au recto. Ce dernier bureau appose sur l'adresse du colis ainsi que sur le bulletin d'expédition l'étiquette prévue au § 1.

Article 110.

Avis de réception.

1. Les colis dont l'expéditeur demande un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente „Avis de réception“ ou l'empreinte d'un timbre „A. R.“. La même mention est reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces colis sont accompagnés d'une formule conforme au modèle C 5 annexé au Règlement de la Convention; cette formule est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau à désigner par l'Administration expéditrice, et jointe au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dresse d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination renvoie la formule C 5, dûment remplie, dans le courrier ordinaire, à découvert et en franchise de port, à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans les délais voulus, il est procédé conformément aux règles tracées à l'article 111 ci-après. Dans ce cas, il n'est pas perçu une deuxième taxe et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule C 5 la mention „Duplicata de l'avis de réception, etc.“.

Article 111.

Avis de réception demandé postérieurement au dépôt.

1. Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception postérieurement au dépôt du colis, le bureau d'origine remplit une formule C 5.

La formule C 5 est attachée à une réclamation CP 5 mentionnée à l'article 140 ci-après; cette réclamation, après avoir été revêtue d'un timbre-poste représentant la taxe due, est traitée selon les prescriptions dudit article 140, sauf que, en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retire la formule CP 5 et renvoie la formule C 5 à l'origine de la manière prescrite à l'article 110, § 3.

2. Toutefois, dans les pays où le service des colis postaux n'est pas exécuté par l'Administration des postes, la perception de la taxe est constatée sur la formule CP 5, soit par l'apposition d'une vignette spéciale, soit par l'indication du montant de cette perception.

CHAPITRE III.

Colis contre remboursement.

Article 112.

Indications à porter sur le colis et sur le bulletin d'expédition.

1. Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter, d'une manière très apparente, l'en-tête „Remboursement“, suivi de l'indication du montant du remboursement en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans ratures ni surcharges, même approuvées.

2. L'expéditeur doit indiquer, sur le colis et au recto du bulletin d'expédition, son nom et son adresse en caractères latins. Lorsque le montant encaissé est à verser en compte courant postal dans le pays de destination ou d'origine, le colis et le bulletin d'expédition doivent porter en outre, du côté de la suscription, l'annotation suivante libellée en français ou dans une autre langue connue dans le pays de destination:

„A porter au crédit du compte courant postal № ... de M..... à tenu par le bureau de chèques d.....“.

Article 113.

Etiquette.

Les colis contre remboursement ainsi que leurs bulletins d'expédition doivent être revêtus, du côté de la suscription, d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle C 6 annexé au Règlement de la Convention.

Article 114.

Mandat de remboursement.

Sauf le cas prévu à l'article 115 ci-après, tout colis contre remboursement est accompagné d'une formule de mandat de remboursement en carton résistant, de couleur blanche, conforme au modèle CP 6 ci-annexé. Cette formule, qui est attachée au bulletin d'expédition, doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine et indiquer, en règle générale, l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Lorsque le règlement de l'Administration d'origine le permet, l'expéditeur a la faculté de mentionner sur ce titre, aux lieu et place de son adresse, le titulaire et le numéro d'un compte courant postal tenu dans le pays d'origine ainsi que le bureau qui tient ce compte. Chaque Administration est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres de ses bureaux les mandats afférents aux colis originaires de son service.

Article 115.

Versement en compte courant postal dans le pays de destination du colis.

Tout colis dont le montant encaissé doit être versé en compte courant postal dans le pays de destination est accompagné, sauf arrangement contraire, d'un bulletin de versement conforme à la formule prescrite dans le service intérieur de ce pays. Le bulletin doit désigner le titulaire du compte à créditer et contenir toutes les autres indications que comporte le texte de la formule, à l'exception du montant à créditer qui sera inscrit par l'Administration de destination après encaissement du montant du remboursement. Si le bulletin de versement est pourvu d'un coupon, l'expéditeur y mentionne son nom et son adresse, ainsi que les autres indications qu'il juge nécessaires.

Le bulletin de versement est réuni solidement au bulletin d'expédition.

Article 116.

Conversion du montant du remboursement.

Sauf entente contraire, le montant du remboursement exprimé dans la monnaie du pays d'origine du colis est converti en monnaie du pays destinataire par les soins de l'Administration de ce pays, qui se sert du taux de conversion dont elle fait usage pour les mandats de poste à destination du pays d'origine des colis.

Article 117.

Divergence entre les indications du montant du remboursement.

En cas de divergence entre les indications du montant du remboursement figurant sur le colis, sur le bulletin d'expédition et sur le mandat, la somme la plus élevée doit être encaissée sur le destinataire.

Si celui-ci refuse de verser cette somme, le colis peut être livré, sauf l'exception prévue ci-après, contre paiement de la somme inférieure, mais sous réserve qu'un paiement complémentaire sera effectué, s'il y a lieu, dès réception des renseignements qui seront fournis par l'Administration expéditrice. Si le destinataire n'accepte pas cette condition, il est sursis à la livraison du colis.

Dans tous les cas, une demande de renseignements est transmise immédiatement à l'Administration expéditrice qui doit y répondre, dans le plus court délai possible, en précisant le montant exact du remboursement et en appliquant, le cas échéant, les prescriptions de l'article 135, § 2, du Règlement de la Convention.

Lorsque le destinataire est de passage ou doit s'absenter, le paiement de la somme la plus élevée est toujours exigé. En cas de refus, le colis n'est livré qu'à la réception de la réponse à la demande de renseignements.

Article 118.

Délai de paiement.

1. Le montant du remboursement doit être payé dans un délai de sept jours à compter du lendemain de l'arrivée du colis au bureau destinataire. Ce délai peut être porté à un mois au maximum lorsque la législation interne du pays de destination l'exige. A l'expiration du délai de garde, le colis est traité comme étant tombé en rebut, conformément aux dispositions de l'article 22 de l'Arrangement. L'expéditeur peut toutefois demander que les dispositions prescrites par lui en vertu de l'article 108, § 1, du présent Règlement soient exécutées immédiatement au cas où le destinataire ne payerait pas le montant du remboursement lors de la première présentation. L'exécution immédiate de ces dispositions a également lieu si le destinataire, lors de la présentation, a formellement refusé tout paiement.

2. Dans le cas où, en réponse à un avis de non-remise, l'expéditeur a donné des instructions au bureau de destination, les délais susmentionnés sont comptés du lendemain de l'arrivée de ces instructions.

Article 119.

Réduction ou annulation du remboursement.

Les demandes d'annulation ou de réduction du montant du remboursement sont soumises aux règles et formalités prescrites par l'article 135 du Règlement de la Convention.

Excepté le cas prévu à l'article 115, toute demande par voie postale de réduction du montant du remboursement doit être accompagnée d'une nouvelle formule de mandat de remboursement indiquant le montant rectifié. Lorsqu'il s'agit d'une demande par voie télégraphique, le mandat de remboursement doit être remplacé par le bureau destinataire aux conditions déterminées par l'article 122 ci-après.

Article 120.

Réexpédition.

Les colis grevés de remboursement peuvent être réexpédiés si le pays de la nouvelle destination assure, avec celui d'origine, le service des colis de cette catégorie. Dans ce cas, les colis sont accompagnés des formules de mandats de remboursement établies par le service d'origine. L'Administration de la nouvelle destination procède à la liquidation des remboursements comme si les colis lui avaient été expédiés directement.

Les colis dont le montant encaissé doit être versé en compte courant postal dans le pays de destination primitif ne peuvent être réexpédiés.

Article 121.

Emission du mandat de remboursement ou du bulletin de versement.

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination, ou tout autre bureau désigné par l'Administration destinataire, remplit la partie „Indications de service“ du mandat de remboursement et, après avoir apposé son timbre à date, le renvoie sans taxe au bureau de dépôt du colis ou au bureau qui a été spécialement désigné par l'Administration d'origine sur le titre lui-même.

Lorsqu'une demande de renseignements sur le montant exact du remboursement a été adressée à l'Administration d'origine, il est sursis à l'envoi du mandat jusqu'à la réception de la réponse.

Les mandats de remboursement sont payés aux expéditeurs des colis dans les conditions déterminées par chaque Administration.

Les bulletins de versement des colis contre remboursement, dont le montant doit être porté à un compte courant postal dans le pays de destination, sont traités d'après le régime intérieur des chèques et virements postaux de ce pays.

Article 122.

Annulation ou remplacement des formules de mandats de remboursement ou de bulletins de versement.

1. Les formules de mandats de remboursement qui deviennent inutilisables pour cause de divergence entre les indications du montant du remboursement ou par suite d'annulation ou de réduction du montant, de même que les formules de bulletins de versement devenues inutilisables en cas d'annulation du montant du remboursement, sont détruites par les soins de l'Administration destinataire des colis.

2. Les formules afférentes aux colis grevés de remboursement, qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine, doivent être annulées par les soins de l'Administration qui effectue le renvoi.

3. Lorsque les formules afférentes aux colis grevés de remboursement sont égarées, perdues ou détruites avant l'encaissement du remboursement, le bureau destinataire en établit des duplicata sur formule CP 6 ou sur formule de bulletin de versement selon le cas.

Article 123.

Mandats de remboursement non délivrés ou non encaissés.

Les mandats de remboursement qui n'ont pu être délivrés aux bénéficiaires, de même que ceux qui ont été remis aux ayants droits, mais dont le montant n'a pas été encaissé, sont traités conformément aux dispositions de l'article 139 du Règlement de la Convention.

CHAPITRE IV.

Colis avec valeur déclarée.

Article 124.

Indication du montant de la valeur.

1. La déclaration de la valeur doit être exprimée dans la monnaie du pays d'origine et être inscrite par l'expéditeur sur le colis et le bulletin d'expédition, en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans ratures ni surcharges, même approuvées.

2. Le montant de la déclaration de valeur doit être converti en francs-or par l'expéditeur ou par l'Administration d'origine. Le résultat de la conversion doit être indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la déclaration dans la monnaie du pays d'origine. Cette disposition n'est pas applicable aux relations directes entre pays ayant une monnaie commune.

Le montant en francs-or doit être souligné d'un fort trait au crayon de couleur.

Article 125.

Etiquettes et timbres-poste.

Les colis avec valeur déclarée ainsi que leurs bulletins d'expédition doivent être revêtus d'une étiquette de couleur rouge conforme au modèle CP 7 ci-annexé, avec l'indication en caractères latins de la lettre V. du nom du bureau d'origine et du numéro d'ordre du colis.

Toutefois, les Administrations ont la faculté de revêtir les colis avec valeur déclarée et leurs bulletins d'expédition de l'étiquette CP 8 prévue à l'article 130 ci-après et d'une étiquette de couleur rouge, de petites dimensions, portant, en gros caractères, la mention „Valeur déclarée“.

Lorsque les colis contiennent des pièces de monnaie, des billets de banque, des billets de monnaie ou des valeurs quelconques au porteur, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et d'autres objets précieux, les cachets ou scellés, de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur les colis doivent être espacés, de façon à ne pas pouvoir cacher des lésions de l'emballage. Les étiquettes, et le cas échéant, les timbres-poste ne doivent

pas, non plus, être repliés sur les deux faces de l'emballage de manière à couvrir la bordure. Le cas échéant, les étiquettes sur lesquelles figure l'adresse des colis de l'espèce ne peuvent pas être collées sur l'emballage même.

Article 126.

Indication du poids.

Le poids exact, en grammes, de chaque colis avec valeur déclarée doit être inscrit par l'Administration d'origine:

- sur l'adresse du colis;
- sur le bulletin d'expédition, à la place à ce réservée.

Article 127.

Déclaration frauduleuse.

Lorsque des circonstances quelconques ou les réclamations des intéressés viennent à révéler l'existence d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle insérée dans un colis, avis en est donné à l'Administration d'origine, dans le plus bref délai possible et, le cas échéant, avec les pièces de l'enquête à l'appui.

CHAPITRE V.

Colis urgents.

Article 128.

Étiquette.

Les colis urgents et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter une étiquette avec l'indication très apparente „Urgents“.

Articles 129.

Transmission et dédouanement. Comptabilité.

Les Administrations qui participent à l'échange des colis urgents s'entendent pour assurer la transmission rapide et, autant que possible, directe de ces colis, et elles prennent des mesures pour en accélérer le dédouanement.

Elles arrêtent également d'un commun accord les mesures nécessaires pour la comptabilité.

CHAPITRE VI.

Opérations au départ et à l'arrivée.

Article 130.

Numéro d'ordre et lieu de dépôt.

Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, doit être revêtu d'une étiquette conforme au modèle CP 8 ci-annexé indiquant, de manière apparente, le numéro d'ordre et le nom du bureau de dépôt. Cette prescription ne s'applique pas aux colis avec valeur déclarée revêtus de l'étiquette CP 7 prévue à l'article 125, 1er alinéa.

Le même bureau d'origine ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf le cas où les séries sont complétées par un caractère distinctif.

Article 131.

Application du timbre à date et indication du poids.

1. Le bulletin d'expédition est frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

2. Le poids, en kilogrammes, de chaque colis sans déclaration de valeur doit être inscrit par le bureau d'origine sur le bulletin d'expédition à la place réservée à cet effet. Les fractions de kilogramme sont arrondies au demi-kilogramme supérieur.

Article 132.

Colis exprès.

Les colis à remettre par exprès ainsi que les bulletins d'expédition correspondants sont pourvus, autant que possible à côté de l'indication du lieu de destination, d'une étiquette imprimée, de couleur rouge foncé, portant en gros caractères le mot „Exprès“.

Article 133.

Renvoi des bulletins d'affranchissement. Récupération des droits avancés.

1. Après la livraison ou destination d'un colis franc de droits, le bureau qui a fait l'avance des frais de douane ou autres pour le compte de l'expéditeur complète, en ce qui le concerne, les indications qui figurent au verso du bulletin d'affranchissement et transmet ce dernier, accompagné des pièces justificatives, au bureau d'origine du colis; cette transmission a lieu sous enveloppe fermée, sans indication du contenu.

Toutefois, chaque Administration a le droit de faire effectuer, par des bureaux spécialement désignés, le renvoi des bulletins d'affranchissement grevés de frais et de demander que les bulletins soient transmis à un bureau déterminé. Le nom du bureau auquel les bulletins doivent être renvoyés est inscrit, dans tous les cas, par le bureau expéditeur du colis au recto du bulletin d'affranchissement.

2. Lorsqu'un colis qui porte l'en-tête „Franc de droits“ parvient au service destinataire sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata de ce bulletin sur lequel il mentionne le nom du pays d'origine et, autant que possible, la date de dépôt du colis. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

3. Les bulletins d'affranchissement afférents aux colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine doivent être annulés par les soins de l'Administration destinataire et être attachés aux bulletins d'expédition.

4. A la réception d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par le service destinataire, l'Administration d'origine convertit le montant de ces frais dans sa propre monnaie à un taux qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du pays correspondant. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et sur le coupon latéral. Après avoir recouvré le montant des frais, le bureau d'origine remet à l'expéditeur le coupon du bulletin et, le cas échéant, les pièces justificatives.

Article 134.

Réexpédition.

1. Les colis réexpédiés par suite de fausse direction ne peuvent être frappés de droits de douane ou autres par l'Administration réexpéditrice.

Lorsque cette dernière renvoie un colis à l'Administration qui l'a acheminé en dernier lieu, elle lui restitue les bonifications qu'elle a reçues et signale l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans les autres cas et si le montant des taxes qui lui ont été attribuées est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'Administration réexpéditrice bonifie à l'Administration à laquelle elle remet le colis les droits de transport que comporte l'acheminement; elle se crédite ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui a transmis en dernier lieu le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'Administration qui restitue le colis alloue à l'Administration qui le lui a livré les bonifications qu'elle en a reçues.

Lorsque le renvoi est la conséquence d'une erreur de l'expéditeur ou d'une des interdictions prévues à l'article 16 de l'Arrangement, les frais de transport qui résultent de l'opération sont à la charge des expéditeurs. Chaque Administration se crédite de sa quote-part par une reprise, ainsi qu'il est indiqué au § 3 ci-après pour les colis réexpédiés.

3. Les colis réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires ou d'une erreur imputable à l'expéditeur sont grevés à la charge des destinataires, par l'Administration distributrice, d'une somme représentant le montant des quotes-parts revenant aux diverses Administrations qui ont participé au transport de réexpédition et des autres taxes et droits prévus aux articles 46, 47 et 48 de l'Arrangement.

L'Administration réexpéditrice se crédite sur l'Administration intermédiaire ou sur l'Administration de la nouvelle destination du montant de la somme qui lui est due. Dans les cas où le pays de réexpédition et celui de la nouvelle destination ne sont pas limitrophes, la première Administration intermédiaire qui reçoit un colis réexpédié se crédite du montant qui lui est dû et de celui qui revient à l'Administration réexpéditrice, en débitant l'Administration à laquelle elle livre le colis; cette dernière, à son tour, si elle n'est elle-même qu'un intermédiaire, répète, sur l'Administration suivante, le montant qui lui est dû, cumulé avec celui dont elle a tenu compte à l'Administration précédente. La même opération se poursuit dans les rapports entre les différentes Administrations participant au transport, jusqu'à ce que le colis parvienne à l'Administration chargée de la livraison.

Lorsque la taxe de transport et les autres taxes et droits prévus aux articles 46, 47 et 48 de l'Arrangement sont acquittés au moment de la réexpédition, le colis est traité comme s'il était adressé directement par le pays réexpéditeur au pays de la nouvelle destination. Dans ce cas, aucune taxe de transport n'est perçue sur le destinataire.

Les frais repris doivent être indiqués en détail (droits de transport, droit de magasinage, droits de douane, etc.) sur le bulletin d'expédition ou, si ce n'est pas possible, sur un bordereau joint à ce document.

4. Les dispositions du § 3, alinéas 1, 2 et 4, sont appliquées également aux colis postaux en transit qu'une Administration intermédiaire doit acheminer par une voie plus coûteuse en raison d'interruption de la voie ordinaire pour laquelle les taxes sont bonifiées.

5. Les colis sont réexpédiés dans leur emballage primitif; ils sont accompagnés du bulletin d'expédition établi par le bureau d'origine. Si le colis doit, pour un motif quelconque, être remballé ou si le bulletin d'expédition primitif doit être remplacé par un bulletin supplémentaire, il est indispensable que le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'ordre primitif et, autant que possible, la date de dépôt audit bureau figurent tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

6. Dans le cas où l'essai de remise d'un colis exprès à domicile par un porteur spécial est resté infructueux, le bureau réexpéditeur doit biffer l'étiquette ou la mention „Exprès“ par deux forts traits transversaux.

Article 135.

Rebuts. Avis de non-remise.

1. Lorsque l'expéditeur a demandé, par une annotation portée au verso du bulletin d'expédition et sur le colis, que le colis soit signalé comme tombé en rebut, l'Administration destinataire transmet, sous pli recommandé, à l'Administration expéditrice, après l'avoir complété, un avis de non-remise conforme au modèle CP 9 ci-annexé. Cet avis est renvoyé au bureau qui l'a établi, avec les instructions de l'expéditeur et avec le bulletin d'expédition.

Lorsqu'il s'agit de plusieurs colis déposés simultanément par le même expéditeur, à l'adresse du même destinataire, il est permis de n'envoyer qu'un avis de non-remise, même si ces colis étaient accompagnés de plusieurs bulletins d'expédition. Dans ce cas, tous ces bulletins sont annexés à l'avis de non-remise.

Lorsque l'avis de non-remise est envoyé à un tiers désigné au verso du bulletin d'expédition, ce dernier document n'est pas annexé à l'avis.

2. Un avis modèle CP 9 doit également être établi pour signaler à l'Administration d'origine les colis retenus d'office en cours de transport, soit par la poste, soit par la douane, ou tombés en souffrance pour cause d'avarie, de spoliation ou toute autre cause de même nature.

Toutefois, cette mesure n'est pas obligatoire dans les cas de force majeure, ou lorsque le nombre des colis retenus d'office en cours de transport (mesure douanière, interruption accidentelle du trafic, etc.) est tel que l'envoi d'un avis est matériellement impossible.

3. En règle générale, les avis de non-remise sont échangés entre le bureau de destination et le bureau d'origine. Toutefois, chaque Administration peut demander que les avis qui concernent son service soient transmis à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné. Il appartient à l'Administration d'origine d'aviser l'expéditeur. L'échange des avis de non-remise doit être accéléré autant que possible par tous les bureaux intéressés.

4. Lorsque des colis ayant donné lieu à un avis sont retirés ou réexpédiés avant la réception des instructions de l'expéditeur, celui-ci doit en être prévenu par l'intermédiaire du bureau d'origine. Si l'avis a été envoyé à un tiers désigné au verso du bulletin d'expédition, cette information doit être adressée au tiers. S'il s'agit d'un colis grevé de remboursement et si le mandat CP 6 a déjà été transmis à l'expéditeur, il n'est pas nécessaire d'aviser ce dernier.

5. Lorsque l'Administration destinataire ou intermédiaire n'a pas observé les instructions données, soit au moment du dépôt par une annotation portée au verso du bulletin d'expédition et sur l'adresse du colis, soit en réponse à l'avis de non-remise, elle est tenue de prendre à sa charge les frais de transport (aller et retour) et les autres droits éventuels dont l'annulation n'a pas eu lieu. Toutefois, les frais payés à l'aller restent à la charge de l'expéditeur si, lors du dépôt du colis ou en réponse à l'avis de non-remise, il a été prescrit de faire vendre le colis ou d'en faire abandon en cas de non-livraison.

Article 136.

Rebuts. Instructions de l'expéditeur.

1. En réponse à l'avis de non-remise qui lui a été transmis conformément aux dispositions de l'article 135, l'expéditeur peut demander:

- que le destinataire primitif soit avisé encore une fois;
- que l'adresse du colis soit rectifiée ou complétée;
- que le colis soit remis à un autre destinataire ou qu'il soit réexpédié sur une autre destination pour être remis au destinataire primitif ou à une autre personne;
- qu'un colis grevé de remboursement soit remis à une autre personne contre perception du montant du remboursement indiqué ou qu'il soit remis au destinataire primitif ou à une autre personne sans perception du montant du remboursement ou contre paiement d'une somme inférieure à celle qui était indiquée primitivement. Si le montant du remboursement est réduit, une nouvelle formule CP 6 doit être établie conformément aux prescriptions de l'article 119;
- que le colis soit remis au destinataire primitif ou à une autre personne sans perception des frais dont il est grevé. Dans ce cas, un bulletin d'affranchissement doit être établi conformément aux prescriptions de l'article 109;
- que le colis lui soit immédiatement renvoyé;
- que le colis soit vendu à ses risques et périls ou traité comme abandonné.

Le tiers auquel l'avis de non-remise a été adressé conformément à la demande de l'expéditeur (article 108, § 1, lettre e) peut faire les mêmes demandes que l'expéditeur. Il peut, en outre, demander que le colis soit immédiatement renvoyé à l'expéditeur. Aucune demande autre que celles qui sont prévues ci-dessus n'est admise.

2. Après réception des instructions de l'expéditeur ou du tiers auquel l'avis de non-remise a été adressé, en application de l'article 108, § 1, lettre e), ces instructions seules sont valables et exécutoires.

Article 137.

Renvoi des colis tombés en rebut.

1. Si l'expéditeur ou le tiers auquel l'avis de non-remise a été adressé a formulé une demande non prévue à l'article 136, l'Administration de destination peut renvoyer immédiatement le colis au bureau d'origine sans établir un nouvel avis. Il en est de même lorsque l'expéditeur ou le tiers refuse de payer le droit prévu par l'article 22, § 4, de l'Arrangement. Si l'expéditeur ou le tiers ne donne pas de réponse à l'avis de non-remise, le colis est renvoyé à l'expéditeur à l'expiration du délai fixé audit paragraphe.

2. Le bureau qui renvoie un colis à l'expéditeur doit indiquer, sur le colis et sur le bulletin d'expédition, d'une manière claire et concise, en langue française, la cause de la non-remise sous la forme suivante: inconnu, refusé, en voyage, parti, non réclamé, décédé, etc. Cette indication peut être manuscrite ou être fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Chaque Administration a la faculté d'ajouter la traduction, dans sa propre langue, de la cause de non-remise et les autres indications qui lui conviennent. Les bulletins d'expédition originaux afférents aux colis renvoyés doivent faire retour à l'origine avec ces colis.

3. Les colis à renvoyer à l'expéditeur sont inscrits sur la feuille de route avec la mention „Rebuts“ dans la colonne „Observations“. Ils sont traités comme les colis réexpédiés par suite de changement de résidence des destinataires.

Article 138.

Vente. Destruction.

1. Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit conformément aux prescriptions de l'article 24 de l'Arrangement, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction. Une copie du procès-verbal, accompagnée du bulletin d'expédition, est transmise au bureau d'origine.

2. Le produit de la vente sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent le colis. Le cas échéant, l'excédent est transmis au bureau d'origine pour être remis à l'expéditeur, qui supporte les frais d'envoi.

Article 139.

Retrait. Modification d'adresse.

Les dispositions des articles 148 et 149 du Règlement de la Convention sont applicables aux retraits ou modifications d'adresse.

Si l'il s'agit d'une modification d'adresse d'un colis avec valeur déclarée demandée par voie télégraphique, cette demande doit être confirmée, par le premier courrier, par une demande postale accompagnée du facsimilé dont il est question à l'article 148, § 1, du Règlement de la Convention et portant en tête l'annotation soulignée au crayon de couleur „Confirmation de la demande télégraphique du ...“.

Dans ce cas, le bureau destinataire se borne à retenir l'envoi, à la réception du télégramme, et attend la confirmation postale pour faire droit à la demande.

Toutefois, l'Administration destinataire peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique de modification d'adresse sans attendre cette confirmation.

Article 140.

Réclamations.

1. Toute réclamation relative à un colis est établie sur une formule conforme au modèle CP 5 ci-annexé, qui doit être accompagnée, autant que possible, d'un fac-similé de la suscription du colis.

Si la réclamation concerne un colis contre remboursement, elle doit être accompagnée, en outre, d'un duplicata de mandat CP 6 ou d'un bulletin de versement, selon le cas.

Une seule formule peut être utilisée pour plusieurs colis déposés simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire.

2. La réclamation est, en règle générale, envoyée directement par le bureau d'origine au bureau de destination; cette transmission a lieu sans lettre d'envoi et sous enveloppe fermée. Si le bureau destinataire est en état de fournir les renseignements sur le sort définitif du colis ou du mandat de remboursement, il complète la formule et la retourne au bureau d'origine.

Lorsque le sort du colis ou du mandat de remboursement ne peut être établi par le bureau de destination, celui-ci constate le fait sur la formule et la réexpédie au bureau d'origine en y ajoutant, autant que possible, une déclaration du destinataire constatant qu'il n'a pas reçu le colis. Dans ce cas, l'Administration d'origine complète la formule en y indiquant les données de la transmission à la première Administration intermédiaire. Elle l'adresse ensuite à cette dernière Administration qui y consigne ses observations et la transmet éventuellement à l'Administration suivante. La réclamation passe ainsi d'une Administration à l'autre jusqu'à ce que le sort du colis réclamé soit établi. L'Administration qui a effectué la remise au destinataire, ou qui, le cas échéant, ne peut établir ni la remise, ni la transmission régulière à une autre Administration, constate le fait sur la formule et la renvoie à l'Administration d'origine.

3. Les Administrations d'origine et de destination peuvent, d'un commun accord, faire transmettre la réclamation de bureau à bureau en suivant la même voie d'acheminement que le colis.

Dans ce cas, les recherches se poursuivent depuis l'Administration d'origine jusqu'à l'Administration de destination en observant la procédure visée au dernier alinéa du § 2.

4. Toute Administration peut demander, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné.

5. La formule CP 5 et les pièces y annexées doivent, dans tous les cas, faire retour à l'Administration d'origine du colis réclamé, dans le plus bref délai possible et au plus tard dans un délai de six mois à partir de la date de la réclamation. Ce délai est porté à neuf mois dans les relations avec les pays éloignés.

6. Chaque fois qu'une Administration intermédiaire transmet une formule CP 5 à l'Administration suivante, elle est tenue d'en informer l'Administration d'origine sur une formule conforme au modèle CP 10 ci-annexé.

Article 141.

Réclamations concernant des colis déposés dans un autre pays.

Dans le cas prévu à l'article 27, § 3, de l'Arrangement, la formule de réclamation CP 5 est transmise à l'Administration d'origine. Cette formule doit être accompagnée, le cas échéant, du récépissé de dépôt.

L'Administration d'origine doit être mise en possession de la formule dans le délai prévu à l'article 27, § 2, de l'Arrangement.

CHAPITRE VII.

Echange des colis.

Article 142.

Feuille de route.

1. Les colis sont inscrits par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route conforme au modèle CP 11 ci-annexé, avec tous les détails que cette formule comporte. Toutefois, les Administrations correspondantes peuvent s'entendre pour que les colis ordinaires soient inscrits en bloc sur les feuilles de route, avec indication sommaire des montants à bonifier. Les bulletins d'expédition, les formules de mandats de remboursement, les déclarations en douane et, le cas échéant, les autres documents exigés (factures, certificats d'origine, de santé, etc.), ainsi que les bulletins d'affranchissement et les avis de réception, sont joints à la feuille de route.

Les bureaux d'échange intermédiaires ne sont pas tenus de vérifier les documents accompagnant les feuilles de route.

2. Les colis pour le service des prisonniers de guerre sont inscrits sur la feuille de route, mais sans indication de bonification, sauf quand il s'agit de colis grevés de remboursement.

3. Dans les relations par mer, les bureaux d'échange expéditeurs doivent, sauf arrangement contraire, numéroter les feuilles de route d'après une série annuelle pour chaque bureau d'origine et pour chaque bureau de destination. Le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante. Le même procédé est suivi dans les échanges territoriaux qui ne sont pas effectués dans des délais fixes. Dans les relations par mer, le nom du navire transporteur est mentionné, autant que possible, au-dessous du numéro.

Article 143.

Transmission des colis en dépêches closes.

1. En cas de transmission de colis en dépêches closes, les récipients (sacs, pariers, cadres, etc.) doivent être marqués, fermés et étiquetés de la manière prévue pour les sacs de lettres à l'article 157, § 2, du Règlement de la Convention, sous réserve des particularités suivantes:

- les étiquettes sont de couleur jaune d'ocre et doivent mentionner le nombre de colis compris dans chaque récipient;
- pour les récipients autres que les sacs, il peut être adopté un autre mode de fermeture spéciale, à condition que le contenu soit suffisamment protégé. Sauf arrangement contraire, ces récipients doivent porter un numéro d'ordre.

2. Les colis avec valeur déclarée sont expédiés, si leur nombre le comporte, séparément dans des récipients dont l'étiquette est munie de la lettre „V“.

3. Les récipients remplis ne doivent pas peser plus de 50 kg, s'il s'agit de sacs, ni plus de 70 kg, s'il s'agit d'autres récipients.

4. Les feuilles de route, accompagnées des documents mentionnés à l'article 142, § 1, doivent être insérées par le bureau d'échange expéditeur dans un des récipients formant la dépêche, le cas échéant dans le récipient contenant les colis avec valeur déclarée ou, si leur nombre le comporte, dans un sac spécial.

L'étiquette de ce sac ou récipient doit être revêtue de la lettre „F“.

5. En cas d'échange de dépêches avec des pays non limitrophes, le bureau d'échange expéditeur établit, pour chacune des Administrations intermédiaires, une feuille de route spéciale conforme au modèle CP 12 ci-annexé. Le bureau expéditeur de la dépêche y inscrit globalement pour chaque catégorie de colis les bonifications qui sont dues à l'Administration intermédiaire.

La feuille de route CP 12 est transmise à découvert ou d'une autre façon convenue entre les Administrations intéressées, accompagnée, le cas échéant, des pièces demandées par les pays intermédiaires.

Article 144.

Vérification des envois de colis par les bureaux d'échange.

1. A la réception d'une feuille de route, le bureau d'échange destinataire procède à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent. Cette vérification est contradictoire chaque fois qu'il est possible.

2. S'il constate des erreurs ou des omissions sur la feuille de route, il opère immédiatement les rectifications nécessaires en ayant soin de biffer les indications erronées, de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives. Ces rectifications s'effectuent avec le concours de deux agents. A moins d'une erreur évidente, elles prévalent sur la déclaration originale.

Un bulletin de vérification conforme au modèle CP 13 ci-annexé est, en outre, dressé par le bureau destinataire et envoyé sans délai, en double expédition, au bureau d'échange expéditeur.

3. Les bureaux auxquels sont adressés les bulletins les renvoient le plus promptement possible après les avoir examinés et y avoir mentionné leurs observations, s'il y a lieu; ils conservent toutefois les copies.

Les bulletins renvoyés sont annexés aux feuilles de route qu'ils concernent. Les corrections faites sur une feuille de route et non appuyées des pièces justificatives sont considérées comme nulles.

Toutefois, si ces bulletins ne sont pas renvoyés à l'Administration d'origine dans le délai de deux mois à compter de la date de leur expédition, ils sont considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme dûment acceptés par les bureaux auxquels ils ont été adressés. Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays éloignés.

4. La constatation, lors de la vérification, d'irrégularités quelconques ne peut en aucun cas motiver le retour d'un colis à l'origine, sauf application des articles 16 et 17 de l'Arrangement.

5. Les bulletins de vérification et les duplicata sont transmis sous pli recommandé.

Article 145.

Constatacion des irrégularitēs engageant la responsabilité des Administrations.

1. La constatation d'un manquant, d'une altération ou d'une autre irrégularité de nature à engager la responsabilité des Administrations donne lieu à l'application des dispositions de l'article 144.

2. Si le cas le comporte, le bureau d'échange expéditeur peut, en outre, être avisé par télégramme, aux frais de l'Administration qui expédie le télégramme.

3. Lorsque le bureau d'échange destinataire n'a pas fait parvenir au bureau d'échange expéditeur, par le premier courrier après la vérification, un bulletin constatant des erreurs ou des irrégularités quelconques, il est considéré comme ayant reçu les colis, jusqu'à preuve du contraire.

4. Lorsqu'il s'agit d'un colis avec valeur déclarée, il est en outre dressé un procès-verbal qui est transmis sous pli recommandé à l'Administration centrale du pays auquel appartient le bureau d'échange expéditeur. Sauf le cas de colis transmis à découvert par des services d'échange en contact immédiat, ce procès-verbal est accompagné, autant que possible, des ficelles, cachets ou plombs qui fermaient le récipient dans lequel les colis étaient contenus. Un double du procès-verbal est en même temps adressé à l'Administration centrale à laquelle ressortit le bureau d'échange destinataire ou à tout autre organe de direction désigné par cette dernière.

5. Sans préjudice de l'application des dispositions des §§ 1 et 4, le bureau d'échange qui reçoit, d'un bureau correspondant avec lequel il n'est pas en contact immédiat, un colis insuffisamment emballé ou avarié doit y donner cours après l'avoir emballé de nouveau, s'il y a lieu, en conservant autant que possible l'emballage primitif.

Si l'avarie est telle que le contenu de l'envoi a pu être soustrait, le bureau doit procéder d'abord à l'ouverture d'office du colis et à la vérification de son contenu.

Dans les deux cas, le poids du colis doit être constaté avant et après le nouvel emballage et indiqué sur l'enveloppe même du colis. Cette indication est suivie de la mention „Remballé à ...“ appuyée d'une empreinte du timbre à date et de la signature des agents ayant effectué le remballage.

6. Lorsque le destinataire ou, en cas de renvoi, l'expéditeur formule des réserves en prenant livraison du colis, un procès-verbal de vérification contradictoire est dressé sur-le-champ par le bureau qui effectue la livraison.

Ce procès-verbal, établi en double expédition et contresigné autant que possible par l'intéressé, doit indiquer:

- l'état extérieur du colis;
- les poids brut;
- l'inventaire exact du contenu.

L'une des expéditions du procès-verbal est remise à l'intéressé; l'autre est annexée à la formule CP 5 correspondante.

Article 146.

Renvoi des récipients vides.

Les récipients doivent être renvoyés vides à l'Administration à laquelle ils appartiennent par le plus prochain courrier. Ce renvoi a lieu sans frais et, autant que possible, par la voie suivie à l'aller.

L'Administration réexpéditrice doit faire mention sur les feuilles de route du nombre et, le cas échéant, des numéros d'ordre des récipients retournés et devient responsable de ceux dont elle ne peut prouver avoir effectué le renvoi.

CHAPITRE VIII.

Comptabilité. Règlement des comptes.

Article 147.

Décompte des bonifications.

1. Chaque Administration fait établir mensuellement, par ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus d'une seule et même Administration, un état, conforme au modèle CP 14 ci-annexé, des sommes totales inscrites sur les feuilles de route à son crédit et à son débit.

2. Les états CP 14 sont récapitulés dans un compte conforme au modèle CP 15 ci-annexé.

3. Le compte CP 15, accompagné des états CP 14, est envoyé à l'Administration expéditrice pour examen, dans le courant du mois qui suit celui auquel il se rapporte et, en ce qui concerne les pays éloignés, aussitôt que la dernière feuille de route du mois envisagé est parvenue à l'Administration destinataire.

Les totaux ne doivent jamais être rectifiés. Les erreurs qui pourraient être relevées doivent faire l'objet d'états de différences qui sont incorporés par l'Administration à laquelle ils sont destinés, dans son prochain compte CP 15 mensuel.

4. Après vérification et acceptation, les comptes CP 15 sont renvoyés à l'Administration intéressée au plus tard jusqu'à l'expiration du deuxième mois après la période à laquelle ils se rapportent. Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays éloignés. Les comptes CP 15 sont résumés dans un compte général trimestriel établi par l'Administration créancière. Ce compte peut toutefois être établi par semestre ou par année, après entente entre les Administrations intéressées.

Article 148.

Règlement des comptes.

1. Le solde résultant de la balance des comptes généraux est payé par l'Administration débitrice à l'Administration créancière de la manière prévue à l'article 171 du Règlement de la Convention.

2. L'établissement, l'envoi et le paiement du solde d'un compte général doivent être effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, dans le délai de trois mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. Ce délai est porté à six mois dans les relations avec les pays éloignés.

3. Toute Administration qui, régulièrement, se trouve à découvert, vis-à-vis d'une autre Administration, d'une somme supérieure à 30,000 francs-or par mois, a le droit de réclamer un acompte mensuel jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de sa créance. Il doit être satisfait à cette demande dans un délai de huit jours.

4. En cas de non-paiement à l'expiration des délais prévus aux §§ 2 et 3, les prescriptions de l'article 171, § 5, 2e alinéa, du Règlement de la Convention sont applicables.

Article 149.

Décompte des mandats de remboursement.

1. Saur entente contraire, le décompte relatif aux mandats de remboursement payés est établi sur formule conforme au modèle CP 16 ci-annexé et joint au compte mensuel des mandats de poste.

Sauf avis contraire, les comptes mensuels des mandats de remboursement dressés pour le service de la poste aux lettres (article 140 du Règlement de la Convention) peuvent servir également pour le décompte des mandats de remboursement des colis postaux.

2. Dans le compte particulier CP 16, qui est accompagné des mandats de remboursement payés et quittancés, les mandats sont inscrits dans l'ordre alphabétique des bureaux d'émission et suivant l'ordre numérique de leur inscription aux registres de ces bureaux. L'Administration qui a établi le compte déduit de la somme totale de sa créance le montant des taxes et droits revenant à l'Administration correspondante, conformément à l'article 50, 1er alinéa, de l'Arrangement.

3. Le solde du compte CP 16 est ajouté, autant que possible, à celui du compte mensuel des mandats de poste établi pour la même période. La vérification et la liquidation de ces comptes sont effectuées selon les règles fixées par l'Arrangement et le Règlement des mandats de poste.

Article 150.

Bulletins d'affranchissement. Décompte des frais de douane, etc.

1. Le décompte relatif aux frais de douane, etc., déboursés par chaque Administration pour le compte d'une autre, est effectué au moyen de comptes particuliers mensuels conformes au modèle CP 17 ci-annexé, qui sont établis par l'Administration débitrice dans la monnaie du pays créancier. Les bulletins d'affranchissement sont inscrits par ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné.

2. Le compte particulier, accompagné des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'Administration créancière au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte. Il n'est pas dressé de compte négatif.

3. La vérification des comptes a lieu dans les conditions fixées par le Règlement des mandats de poste.

4. Les décomptes donnent lieu à une liquidation spéciale. Chaque Administration peut, toutefois, demander que ces comptes soient annexés aux comptes des mandats de poste ou aux comptes CP 15 ou CP 16 des colis postaux.

Dispositions diverses.

Article 151.

Formules à l'usage du public.

En vue de l'application des dispositions de l'article 31, § 2, de la Convention, sont considérées comme formules à l'usage du public les formules:

- CP 2 (Bulletin d'expédition),
- CP 3 (Déclaration en douane),
- CP 4 (Bulletin d'affranchissement),
- CP 5 (Réclamation),
- CP 6 (Mandat de remboursement),
- CP 9 (Avis de non-remise).

Article 152.

Délai de garde des documents.

Les documents du service de colis, y compris les bulletins d'expédition, doivent être conservés pendant une période minimum de deux ans.

Article 153.

Communications à adresser au Bureau international.

1. Les Administrations doivent, trois mois au moins avant de mettre l'Arrangement à exécution, communiquer aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international:

- a) les dispositions qu'elles ont prises en ce qui concerne:
 - 10 la limite de poids;
 - 20 la déclaration de valeur;
 - 30 les colis encombrants;
 - 40 les remboursements;

50 les colis exprès et les colis urgents;

60 les colis francs de droits;

70 le nombre de colis qui peuvent être accompagnés d'un seul bulletin d'expédition et compris dans une seule déclaration en douane;

80 les dimensions et le volume des colis postaux transportés par la voie maritime;

90 le nombre de déclarations en douane exigé pour les colis à destination de leur pays et pour les colis en transit, ainsi que les langues dans lesquelles ces déclarations peuvent être rédigées;

b) la liste des animaux vivants dont le transport par la poste est autorisé par les règlements postaux de leur pays;

c) l'avis qu'elles admettent les colis pour toutes les localités, ou, dans le cas contraire, la liste des localités qu'elles desservent;

d) toutes les taxes et tous les droits élémentaires applicables dans leur service;

e) tous les renseignements utiles concernant les prescriptions douanières ou autres, ainsi que les interdictions ou restrictions réglant l'importation et le transit des colis dans leur service;

f) un extrait, en langues allemande, anglaise, espagnole ou française, des dispositions de leurs lois ou règlements applicables au transport des colis.

2. Toute modification ultérieure doit être notifiée sans retard.

Dispositions finales.

Article 154.

Mise à exécution et durée du Règlement.

Le présent Règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Arrangement concernant les colis postaux.

Il aura la même durée que cet Arrangement, à moins qu'il ne soit renouvelé d'un commun accord entre les Parties intéressées.

Fait au Caire, le 20 mars 1934.

(Suivent les signatures.)

(Turpinājums sekos.)

Valdības rīkojumi un pavēles.

Apstiprinu. 1938. g. 8. septembrī.
Zemkopības ministris J. Birznieks.

Tekniskā instrukcija pie likuma par āboliņa, timotiņa, pļavu zāļu sēklu un eksportējamo kartupeļu tīrģus kārtošānu.

(Izdota uz Lauksaimniecības nolikuma X nod. 555. p. pamata.)

1. A/S. „Latvijas centrālais sēklu eksports“, pirms sēklu iepirkšanas uzsākšanas, izsludina iepirktavu atrašanās vietas, sēklu pieņemšanas dienas un darba laiku.

2. A/S. „Latvijas centrālais sēklu eksports“ vai tās uzdevumā sēklu iepirktavas iepirkamās 1938. gada ražas sarkanā āboliņa, bastarda āboliņa un timotiņa sēklas pēc to labuma iedalā 4 šķirās, bet baltā āboliņa un pļavu zāļu sēklas 3 šķirās, kurām noteiktas sekojošas cenas:

Sarkanā vēlē āboliņa sēklām:

1) Stendes oriģinālsēklas ataudzējumiem no saimniecībām, kas noslēgušas sēklaudzēšanas līgumus ar A/S. „Latvijas centrālais sēklu eksports“;

2) No Zemkopības ministrijas noteiktajos āboliņa audzēšanas rajonos atzītiem sējumiem un no valsts Lejas-Kurzemes izmēģinājumu stacijas izlases sējumiem.

1. šķira.	2. šķira.	3. šķira.	4. šķira.
Sēklu krāsa dzeltena vai violeta.	Sēklu krāsa mazliet bojāta, satur daļu brūnu sēklu.	Sēklu krāsa bojāta, ar lielāku brūnu sēklu piejaukumu.	Sēklu krāsa bojāta, ar lielu brūnu sēklu piejaukumu.
Dīgšanas spējas min. 80%.	Dīgšanas spējas min. 75%.	Dīgšanas spējas min. 70%.	Dīgšanas spējas min. 65%.
Boba (dzeltenā āboliņa) sēklu maks. 3%.	Boba (dzeltenā āboliņa) sēklu maks. 5%.	Cejmallapu sēklu maks. 15%, pārējo nezāļu sēklu maks. 5%.	Cejmallapu sēklu piejaukums neierobežots, pārējo nezāļu maks. 7%.
Cejmallapu sēklu maks. 5%, pārējo nezāļu sēklu maks. 2%.	Cejmallapu sēklu maks. 10%, pārējo nezāļu sēklu maks. 3%.	Cejmallapu sēklu maks. 15%, pārējo nezāļu sēklu maks. 5%.	Cejmallapu sēklu maks. 15%, pārējo nezāļu sēklu maks. 5%.
Cena snt. Tīrības % par 1 kg neto sv.	Cena snt. Tīrības % par 1 kg neto sv.	Cena snt. Tīrības % par 1 kg neto sv.	Cena snt. Tīrības % par 1 kg neto sv.
96 un augstāk 200	96 un augstāk 180	96 un augstāk 162	96 un augstāk 146
95,9-95 196	95,9-95 176	95,9-95 158	95,9-95 142
94,9-94 193	94,9-94 173	94,9-94 155	94,9-94 139
93,9-93 190	93,9-93 170	93,9-93 152	93,9-93 136
92,9-92 187	92,9-92 167	92,9-92 149	92,9-92 133
91,9-91 184	91,9-91 164	91,9-91 146	91,9-91 130
90,9-90 181	90,9-90 161	90,9-90 143	90,9-90 127
89,9-89 178	89,9-89 158	89,9-89 140	89,9-89 124
88,9-88 175	88,9-88 155	88,9-88 137	88,9-88 121
87,9-87 172	87,9-87 152	87,9-87 134	87,9-87 118
86,9-86 169	86,9-86 149	86,9-86 131	86,9-86 115
85,9-85 166	85,9-85 146	85,9-85 128	85,9-85 112
84,9-84 162	84,9-84 142	84,9-84 124	84,9-84 108
83,9-83 158	83,9-83 138	83,9-83 120	83,9-83 104
82,9-82 154	82,9-82 134	82,9-82 116	82,9-82 100
81,9-81 150	81,9-80 130	81,9-80 112	81,9-80 96
		79,9-78 108	79,9-78 92
		77,9-76 104	77,9-76 88
		75,9-74 100	75,9-74 84
		73,9-72 96	73,9-72 80
		71,9-70 92	71,9-70 76

Neoteikta tipa sarkanā āboliņa sēklām:

1. šķira.	2. šķira.	3. šķira.	4. šķira.
Sēklu krāsa dzeltena vai violeta.	Sēklu krāsa mazliet bojāta, satur daļu brūnu sēklu.	Sēklu krāsa bojāta ar lielāku brūnu sēklu piejaukumu.	Sēklu krāsa bojāta ar lielu brūnu sēklu piejaukumu.
Dīgš. spējas min. 80%.	Dīgš. spējas min. 75%.	Dīgš. spējas min. 70%.	Dīgš. spējas min. 65%.
Boba (dzeltenā ābol.) maks. 3%.	Boba (dzeltenā āboliņa) maks. 5%.	Cejmallapu sēklu maks. 15%, pārējo nezāļu sēklu maks. 5%.	Cejmallapu sēklu piejaukums neierobežots, pārējo nezāļu sēklu maks. 7%.
Cejmallapu sēklu maks. 5%, pārējo nezāļu sēklu maks. 2%.	Cejmallapu sēklu maks. 10%, pārējo nezāļu sēklu maks. 3%.	Cejmallapu sēklu maks. 15%, pārējo nezāļu sēklu maks. 5%.	Cejmallapu sēklu maks. 15%, pārējo nezāļu sēklu maks. 5%.
Cena snt. Tīrības % par 1 kg neto sv.	Cena snt. Tīrības % par 1 kg neto sv.	Cena snt. Tīrības % par 1 kg neto sv.	Cena snt. Tīrības % par 1 kg neto sv.
95 un augstāk 140	95 un augstāk 126	95 un augstāk 112	95 un augstāk 98
94,9-94 137	94,9-94 122	94,9-94 109	94,9-94 95
93,9-93 134	93,9-93 120	93,9-93 107	93,9-93 93
92,9-92 131	92,9-92 118	92,9-92 105	92,9-92 91
91,9-91 128	91,9-91 116	91,9-91 103	91,9-91 89
90,9-90 125	90,9-90 112	90,9-90 101	90,9-90 87
89,9-89 122	89,9-89 109	89,9-89 99	89,9-89 85
88,9-88 119	88,9-88 106	88,9-88 97	88,9-88 83
87,9-87 115	87,9-87 103	87,9-87 95	87,9-87 81
86,9-86 111	86,9-86 100	86,9-86 92	86,9-86 78
85,9-85 107	85,9-85 97	85,9-85 89	85,9-85 75
84,9-84 103	84,9-84 94	84,9-84 86	84,9-84 72
83,9-83 98	83,9-83 90	83,9-83 83	83,9-83 69
82,9-82 93	82,9-82 86	82,9-82 80	82,9-82 66
81,9-80 88	81,9-80 82	81,9-80 76	81,9-80 62
		79,9-78 72	79,9-78 58
		77,9-76 68	77,9-76 54
		75,9-74 66	75,9-74 52
		73,9-72 64	73,9-72 50
		71,9-70 60	71,9-70 46

Bastarda āboliņa sēklām:

Table with 4 columns (1. šķira, 2. šķira, 3. šķira, 4. šķira) and 2 rows of data (Sēklu krāsa, Dīgš. spējas, etc.)

Baltā āboliņa sēklām:

Table with 4 columns (1. šķira, 2. šķira, 3. šķira, 4. šķira) and 2 rows of data (Sēklu krāsa, Dīgš. spējas, etc.)

Timotiņa sēklām:

Table with 4 columns (1. šķira, 2. šķira, 3. šķira, 4. šķira) and 2 rows of data (Sēklu krāsa, Dīgš. spējas, etc.)

Pļavu auzenes sēklām:

Saimniecībām, kas noslēgušas sēklaudzēšanas līgumus ar A/S. „Latvijas centrālais sēklu eksports“.

Table with 4 columns (1. šķira, 2. šķira, 3. šķira, 4. šķira) and 2 rows of data (Sēklu krāsa, Dīgš. spējas, etc.)

Tieslietu ministrijas Kodifikācijas departaments izdevis šādu oficiālu likumgrāmatu VALSTS CIVILDIENESTA LIKUMI (1938. g. izdevums.)

Likumgrāmatā uzņemti visi attiecīgie likumi un noteikumi, kas izsludināti līdz 1938. g. 31. jūlijam, un tā atvieto Valsts civildienesta nolikumu 1935. g. izdevumā.

M a k s ā :

- brošēta bez piesūtīšanas. Ls 1,50
ar piesūtīšanu „ 1,70
iesieta kalikona vākos bez piesūtīšanas. „ 3,—
„ „ „ ar piesūtīšanu. „ 3,40

Pieprasama un dabūjama

Valsts tipografijā Rīgā, Valdemāra ielā 6.

Pļavu auzenes sēklām:

No pārējām saimniecībām.

Table with 3 columns (1. šķira, 2. šķira, 3. šķira) and 2 rows of data (Sēklu krāsa, Dīgš. spējas, etc.)

Kamolzāles sēklām:

Saimniecībām, kas noslēgušas sēklaudzēšanas līgumus ar A/S „Latvijas centrālais sēklu eksports“.

Table with 3 columns (1. šķira, 2. šķira, 3. šķira) and 2 rows of data (Sēklu krāsa, Dīgš. spējas, etc.)

Kamolzāles sēklām:

No pārējiem ražotājiem.

Table with 3 columns (1. šķira, 2. šķira, 3. šķira) and 2 rows of data (Sēklu krāsa, Dīgš. spējas, etc.)

Angļu raizāles sēklām:

Saimniecībām, kas noslēgušas sēklaudzēšanas līgumus ar A/S. „Latvijas centralais sēklu eksports“.

Table with 3 columns: 1. šķira, 2. šķira, 3. šķira. Each column lists seed quality metrics (color, vigor, etc.) and price lists for different quantities (e.g., 96 un augstāk).

Angļu raizāles sēklām:

No pārējiem ražotājiem.

Table with 3 columns: 1. šķira, 2. šķira, 3. šķira. Similar to the first table, but for other producers. Includes quality metrics and price lists.

Skareņu sēklām:

Table with 3 columns: 1. šķira, 2. šķira, 3. šķira. Lists quality metrics and prices for Skareņu seeds.

Pļavu lapsastes sēklām:

Table with 3 columns: 1. šķira, 2. šķira, 3. šķira. Lists quality metrics and prices for Pļavu lapsastes seeds.

Baltās smilgas sēklām:

Table with 3 columns: 1. šķira, 2. šķira, 3. šķira. Lists quality metrics and prices for Baltās smilgas seeds.

Sarkanās auzenes sēklām:

Table with 3 columns: 1. šķira, 2. šķira, 3. šķira. Lists quality metrics and prices for Sarkanās auzenes seeds.

Piezīme. Skareņu, pļavu lapsastes, smilgas un sarkanās auzenes sēklas A/S „Latvijas centralais sēklu eksports“ pieņem tikai no lauksaimniekiem savā centralā noliktavā un samaksu izdara pēc sēklu tīrības un pārbaudīšanas. Par minētām sēklām, izaudzētām ārpus līgumslēdzēju saimniecību tīkla, cena tiek aprēķināta par 10 sant. kg zemāk.

- Iepērkamai āboliņa, timotiņa un pļavu zāļu sēklai jābūt izaudzētai, neizdigušai, svaigai, nepelējušai un brīvai no zīda (Cuscuta) sēklu piejaukuma.
1. piezīme. Šaubu gadījumos sabiedrība pārbauda sēklu dīgšanas spējas.
2. piezīme. Minētās cenas tiek maksātas par pļavu zāļu sēklām ar ūdens saturu (mitrumu) ne augstāku par 14%. Sēklām ar augstāku ūdens saturu par katru lieku mitruma procentu tiek atvilkti 2% no attiecīgās sēklu cenas. Pļavu zāļu sēklas ar mitrumu virs 19% nepieņem.
3. piezīme. Šīni pantā minētās sēklu kondīcijas (šķiras) un cenas izliekamas sēklu iepirktavās redzamās vietās.

3. Sēklu neieperk par noteiktām cenām, ja tās tīrība zemāka par:

Table listing seed types and their minimum purity percentages: noteikta tipa sarkanā āboliņa sēklai (70%), nenoteikta tipa sarkanā āboliņa sēklai (70%), bastarda āboliņa sēklai (67%), baltā āboliņa sēklai (67%), timotiņa sēklai (70%), pļavu auzenes sēklai (75%), kamolzāles sēklai (70%), angļu raizāles sēklai (75%), skareņu sēklai (60%), pļavu lapsastes sēklai (25%), baltās smilgas sēklai (65%), sarkanās auzenes sēklai (70%).

Piezīme. Atsevišķos gadījumos A/S „Latvijas centralais sēklu eksports“ ir tiesības iepirkt arī kondīcijām neatbilstošas sēklas.

4. A/S „Latvijas centralais sēklu eksports“ vai tā uzdevumā sēklu iepirktavas, iepērkot sēklas, tās novērtē pēc tīrības, nezāļu satura un krāsas, ņemot vērā arī citas 2. p. minētās sēklu īpašības. Pārbaudot sēklu, griež vērību uz tās sausumu, svaigumu, vai nav pelējusi, ar smaku, izdīgusi, kaitēkļu bojāta un citām pazīmēm, kas varētu raksturot iepērkamo sēklu īpašības. Sēklu neieperk, ja tā satur uzglabāšanu apdraudošus kaitēkļus, ir pelējusi, izdīgusi vai citādi zaudējusi savu vērtību.

5. Iepērkamo sēklu krāsas šķiras uzstāda akc. sab. „Latvijas centralais sēklu eksports“ pakāpeniski ar tekoša gada ražas kvalitātes noskaidrošanu. Sēklu krāsu paraugus akc. sab. „Latvijas centralais sēklu eksports“ izsūta sēklu iepirktavām, kurām pēc parauga jāvadās sēklu krāsas novērtēšanā.

6. Sēklu iepirktavu telpām jābūt piemērotām sēklu uzglabāšanai un kvalitātes pārbaudīšanai.

7. Sēklu iepirktavas sēklu iepērk pēc akc. sab. „Latvijas centralais sēklu eksports“ izsniegtām numurētām pieņemšanas zīmēm, kurās jāatzīmē iepirktavu nosaukums, pieņemšanas diena, sēklu ražotāja vārds un uzvārds, dzīves vieta, iepirkto sēklu nosaukums, vairums (maisu skaits) un tīrsvars, šķira, tīrība, cena un izmaksātā suma. Pieņemšanas zīme jāizraksta 3 eksemplāros, un to paraksta iepirktavas pārzinis un sēklu pārdevējs. Pieņemšanas zīmes oriģinālu sēklu iepirktava nosūta līdz ar sēklu akc. sab. „Latvijas centralais sēklu eksports“, duplikātu izsniedz sēklas pārdevējam, bet pasakni uzglabā pati iepirktava. Par katru sēklas sugu un šķirni jāizraksta atsevišķa pieņemšanas zīme.

8. Ja sēklu pārdevējs nav apmierināts ar sēklu novērtējumu iepirktavā, viņam ir tiesības pieprasīt plombētu paraugu izsniegšanu nosūtīšanai pārbaudei Valsts sēklu kontroles stacijai. Parauga noņemšanu izdara saskaņā ar Zemkopības ministrijas noteikumiem par sēklu paraugu pareizu noņemšanu. Šo paraugu pārbaudes izdevumus samaksā sēklu pārdevējs. Valsts sēklu kontroles stacijas pārbaudes rezultāti ir galīgi. Pārbaudāmās sēklu partijas, līdz pārbaudes rezultātu saņemšanai, jāuzglabā sēklu iepirktavas noliktavā bez maksas.

Piezīme. Šīni pantā minētās tiesības ņemt sēklu paraugus pārbaudei Valsts sēklu kontroles stacijā jādara zinamas sēklu pārdevējiem, izkarot par to paziņojumus iepirktavu telpās.

9. Sēklu iepirktavās iepirktais sēklas nekavējoties jāpārber iepirktavas maisos un jāuzglabā līdz nodošanai akc. sab. „Latvijas centralais sēklu eksports“.

Piezīme. Sacītais neattiecas uz sēklām no atzītiem sējumiem.

10. Ja iepirktais sēklu partijas lielākas par 2 kvintāliem, tās nav jāucamas kopā, bet numurējamas pēc pieņemšanas zīmju numerācijas un uzglabājamās tādā pašā veidā, kā saņemtas, līdz nodošanai akc. sab. „Latvijas centralais sēklu eksports“.

Piezīme. Vienādas sugas un šķiras sēklu partijām, mazākām par 2 kvintāliem, sajaukšanas kārtību nosaka akc. sab. „Latvijas centralais sēklu eksports“.

11. Pie iepirkto partiju maišiem jāpiestiprina etiķetes (birkas), uzrādot: iepirktavas nosaukumu, pieņemšanas datumu, partijas numuru, sēklu nosaukumu, ražotāja vārdu un uzvārdu, partijas maisu kopskaitu un neto svaru. Līdzīga satura etiķetes jāievieto maisu iekšpusē.

Piezīme. Atzīto sējumu āboliņa sēklu maišiem jaunas etiķetes nav jāpiestiprina, bet pieņemšanas datums un partijas numurs jāatzīmē maisu birkas kreisā pusē.

12. Iepirktais sēklas iepirktavas noliktavās jāuzglabā līdz nosūtīšanai akc. sab. „Latvijas centralais sēklu eksports“. Katras sēklu partijas maiši pēc iespējas jānovieto atsevišķi, lai būtu viegli iespējams sēklu pārbaudīt.

13. Pirms iepirkto partiju nosūtīšanas akc. sab. „Latvijas centralais sēklu eksports“ sēklu iepirktava sastāda pārskatu, kurā jāuzdod partiju vai pieņemšanas zīmju numuri, partiju maisu skaits un neto svars, sēklu šķira un tīrība, cena un izmaksātās sumas, līdz ar kopsavilkumu. Pārskatu paraksta iepirktavas atbildīgā persona. Pārskats jānosūta līdz ar precī akc. sab. „Latvijas centralais sēklu eksports“, pievienojot klāt pieņemšanas zīmju oriģinālu, bet noteiktas šķirnes vai tipa sarkanā āboliņa sēklai arī sējumu apskates protokolus. Šie pierādījumi par sēklu iepirkšanu akc. sab. „Latvijas centralais sēklu eksports“ jāuzglabā kontroles nolūkos.

14. Par iepirkta un nosūtītā sēklu partijām sēklu iepirktavas ved grāmatas. Katrai sēklu sugai un šķirnei jābūt atsevišķam rēķinam pēc akc. sab. „Latvijas centralais sēklu eksports“ izstrādāta parauga.

Šī instrukcija stājas spēkā ar tās izsludināšanas dienu „Valdības Vēstnesī“.

Lauksaimniec. pārv. priekšn. J. Zariņš. Sēklu kontroles stacijas vadītājs R. Šeniņš.

Apstiprinu 1938. g. 7. septembrī. Zemkopības ministris J. Birznieks.

Instrukcija par cūku uzņemšanu ciltsgrāmatā un sivēnu tētovešanu.

(Izdota uz Zemkopības ministrijas iekārtas 1. un 8. p. p. pamata.)

- 1. Nolūkā izaudzēt ražīgas šķirnes cūkas Latvijas lauksaimniecības kamera izdara cūku uzņemšanu ciltsgrāmatā un vairo sivēnu tētovešanu.
2. Ciltsgrāmatas sadalās: atlases, pamata un pagaidu ciltsgrāmatās. Pagaidu ciltsgrāmatā iedalāma 3 pakāpēs: pirmā, otrā un trešā.
3. Vairošanas cūku uzņemšanu ciltsgrāmatā izdara: atlases ciltsgrāmatā kameras lopkopības nodaļas nozīmēti darbinieki - cūkkopības lietpratēji un pamata un pagaidu ciltsgrāmatās - rajona lopkopības instruktori. Sivēnu tētovešanu savos darbības rajonos izdara lopkopības pārraugi.
4. Atlases ciltsgrāmatā uzņem tīršķirnes lielās baltās (jorkšīru) cūkas un kuļus, kas cēlušās no vairošanas ciltsgrāmatās - rajona lopkopības instruktoriem un par uzņemamām cūkām ir ziņas

par sivēnu daudzumu un labumu pēdējos divos metienos.

5. Pamata ciltsgrāmatā uzņem tīršķirnes Jorkšīras kuļus un cūkas, par kuru priekšteču vairošanas ciltsgrāmatā pārbūdi ziņu trūkst vai arī ziņas nepilnīgas, bet ir ziņas par pēcnācīmi - par pēdējo divu metienu sivēnu daudzumu un labumu.

6. Pagaidu ciltsgrāmatās.

I pakāpē uzņemamas cūkas, kuru izcelšanās nezināma, bet cūkas atgādina lielās baltās (jorkšīras) šķirnes tipu;

II pakāpē - cūkas, kas cēlušās no lielās baltās (jorkšīras) šķirnes tīršķirņu kuļļa un pirmā pakāpē uzņemāmām cūkām;

III pakāpē - cūkas, kas cēlušās no tīršķirnes kuļļa un otrā pakāpē uzņemāmām cūkām.

Cūkas, kas cēlušās no tīršķirnes kuļļa un III pakāpē uzņemāmām cūkām, var uzņemt pamata ciltsgrāmatā.

7. Ja atlases, pamata vai pagaidu ciltsgrāmatas otrā un trešā pakāpē uzņemamie īpatņi uzrāda atavisma pazīmes, atšķiras pēc tipa un ķermeņa uzbūves no veidojo-

šās šķirnes tipa, tad tie nav jāuzņem at-

8. Katrai ciltsgrāmatai vedama atsevišķa numerācija. Numuriem priekšā liekami ciltsgrāmatu apzīmējumi:

atlasē ciltsgrāmatā uzņemtam cūkām A, pamata " " " " J, pagaidu " " " " K.

Uzņemtas cūkas jāapzīmē labā ausī ar metala marku, kurā iespiests attiecīgās ciltsgrāmatas numurs un ciltsapzīme.

9. Ciltsgrāmatā uzņemami tikai veseli, bez kādiem fiziskiem trūkumiem, normali attīstīti īpatņi, kas atbilst veidojošās šķirnes tipam.

10. Ciltsgrāmatās neuzņem cūkas ar slimības pazīmēm un uzkrītošiem trūkumiem: pretējās kārtas izskatu, neglītu, smagu galvu un pleciem, iekritušām vai baltām acīm, atvilkām lāpstijām, ierautu vēderu, ieliektu vai kuprainu muguru, ar iezmaugumu aiz lāpstijām, ar muguras ieliekumu pie krustiņiem, ar tumšiem ādas plankumiem, kas pārklāti ar melniem sariem. Tāpat neuzņem ciltsgrāmatā vāji apsarotus un pārliecīgi treknas vai vājas cūkas.

11. Uzņemamiem kuļiņiem un cūkām jābūt ar ne mazāk kā 12 pupiņiem un ne jaunākiem par 1½ gadu, cūkām pie tam, atnesušām pirmos divus metienos caurmērā ne mazāk par 10 sivēniem metienā, un abu šo metienu trīs nedēļas vecu sivēnu dzīvsvaram jābūt ne mazākam par 80 kg. Uzņemamo īpatņu dzīvsvaram, garumam, krūts apmēriem un augstumam skaustā jābūt sekojošiem:

Cūkas veids	Atlasē ciltsgrāmatā			Pamata ciltsgrāmatā			Pagaidu ciltsgrāmatā		
	kuļiņiem	cūkām	Vecums mēnešos	kuļiņiem	cūkām	kuļiņiem	cūkām	cūkām	
krūts apmērs cm	140	145	18-20	133	140	110	120	120	
ķermeņa garums cm	154	160	148	140	145	130	135	135	
augstums skauslā cm	83	85	150	135	145	120	130	130	
dzīvsvars kg	150	160	140	140	145	120	140	140	
krūts apmērs cm	130	135	140	140	145	120	140	140	
ķermeņa garums cm	144	150	140	140	145	120	140	140	
augstums skauslā cm	68	70	135	140	145	120	140	140	
dzīvsvars kg	140	150	135	140	145	120	140	140	

12. Ņemot vērā cilti, eksterjeru un rāzību, atlasēs ciltsgrāmatā uzņemamie dzīvnieki jānovērtē pēc 100 punktiem. Novērtēšanas tehnisko instrukciju izdod Latvijas lauksaimniecības kamera.

13. Uzņemto cūku īpašniekiem ikgadus jāiesūta Latvijas lauksaimniecības kamerai ziņas par uzņemto cūku auglību un sivēnu labumu. Pārtraucot ziņu iesūtīšanu, uzņemtas cūkas skaitas par likvidētām.

14. Ciltsgrāmatā uzņemto cūku sivēnus var tetovēt. Tetovētie sivēni jāieraksta metienu grāmatā. Tetovējamiem sivēniem jābūt 6 nedēļas veciem, kuri šini laikā uzrādā dzīvsvāru vismaz 10 kg. Ja tetovē vecākus sivēnus, tad par katru turpmāko nedēļu dzīvsvāra pieaugumam jābūt ne mazākam par 2,5 kg. Sivēnus vecākus par 10 nedēļām nevar tetovēt.

15. Tetovējamo sivēnu kreisā ausī jāietetovē sivēna mātēs ciltsgrāmatas numurs, bet labā ausī tetovēšanas apliecības numurs. Tetovēšanas apliecības numuram apliecībā liekams priekšā attiecīgās ciltsgrāmatas apzīmējumi A, J vai K. Tetovēšanas apliecībās jāatzīmē visi dati par tetovētā sivēna cilti un priekšteču vaislas un ciltsvērtību. Tetovētie sivēni jāieraksta vaislas sivēnu grāmatā, kura tāpat kā

tetovēšanas apliecību grāmatā glabājas pie attiecīgās lopkopības pārraudzības vai lauksaimniecības biedrības priekšnieka.

16. Ciltsgrāmatas, sivēnu metienu grāmatas, tetovēšanas apliecību un vaislas sivēnu grāmatas jāved pēc Latvijas lauksaimniecības kameras izstrādātiem paraugiem. Kamera izsniedz pēc piederības izrakstus no cilts un tetovēšanas grāmatām — ciltsapliecības.

Šī instrukcija stājas spēkā izsludināšanas dienā.

Ar šo atcelta „Valdības Vēstneša” 1936. g. 290. numurā izsludinātā instrukcija par sivēnu tetovēšanu un cūku uzņemšanu ciltsgrāmatās.

Lauksaimn. pārv. priekšn. J. Zariņš. Lopkopības nod. vadītājs V. Talce.

Pārgrozījums noteikumos par skolu grāmatu novērtēšanu.

(Izdoti uz Likuma par tautas izglīšanu — Lik. kr. 1934. g. 200 — 23. un 207. panta un Izglītības ministrijas iekārtas likuma — Lik. kr. 1929. g. 252 — 2. panta pamata.) („Vald. Vēstn.” 1935. g. 36. num.)

Noteikumu 1. panta 2. punktu izteikt šādi:

2) viens vai divi skolotāju praktiķu pārstāvji;

Rīgā, 1938. g. 9. septembrī. A-2112.

Izglītības ministris J. Auškāpš. Skolu depart. direktors K. Ozoliņš.

Apstiprinu. Rīgā, 1938. g. 6. septembrī. Sabiedrisko lietu ministris A. Bērziņš.

Noteikumi par strādnieku un darbinieku klubiem uzņēmumos.

1. Mērķis un dibināšana.

1. Strādnieku kulturalās un sabiedriskās dzīves izkopšanai, tāpat arī pašdarbības izveidošanai un veicināšanai, pie atsevišķa uzņēmuma vai vairākiem uzņēmumiem kopā var pastāvēt un darboties ar uzņēmuma īpašnieka piekrišanu un līdzdalību strādnieku un darbinieku klubi, kuru mērķis veicināt un attīstīt:

- a) tautas vienības un vadonības izpratni;
- b) valstiskās domas nostiprināšanu;
- c) nacionālo apziņu un dzimtenes mīlestību;
- d) savstarpēju biedriskumu;
- e) pašdarbību sabiedriskā laukā.

2. Šo mērķu sasniegšanai klubam tiesības:

- a) sarīkot kursus, priekšlasījumus, koncertus, izrādes, loterijas, muzikālus, literārus, dramatiskus, sporta, saviesīgus u. c. vakarus, izbraukumus un sacensības;
- b) dibināt, pabalstīt un uzturēt korus, orķestrus u. c. kultūras vai sporta kopas;
- c) ierīkot un uzturēt bibliotēkas, lasītavas, sporta telpas un laukumus un ēdamtelpas;
- d) rūpēties par dalībnieku veselīga atvaļinājuma pavadīšanas iespējamību.

3. Klubs dibināms ar uzņēmuma īpašnieka piekrišanu. Klubu dibināšanas priekšdarbus veic darba vietu vecākie. Dibināšanai nepieciešams uzņēmuma īpašnieka, darba vietas vecākā un vismaz 10 arodbiedrības biedru paraksts un attiecīgai arodbiedrībai iesniegts rakstisks lūgums. Šādā lūgumā jānorāda: dibināmā kluba nosaukums, uzņēmums, kur klubs darbosies, darbības nozāres, plans un līdzekļi. Lūgumu arodbiedrības valde līdz ar savu atsauksmi iesūta Latvijas darba kamerai, kuras priekšsēdētājs izlemj kluba dibināšanu un iecel klubam šajos noteikumos paredzēto vadību.

Piezīme. Kluba nosaukums sastādams, ņemot vērā arodbiedrības un attiecīgā uzņēmuma nosaukumus.

4. Klubam nav juridiskas personas tiesības.

2. Vadība.

5. Klubu vada: a) pārzinis, b) pārvalde, c) revīzijas komisija. Attiecīgās amatpersonas un viņu vietniekus ikgadus iecel Latvijas darba kameras priekšsēdētājs no arodbiedrības pieteiktiem kluba dalībniekiem, saziņā ar uzņēmuma īpašnieku. Kluba vadībā var būt tikai pilngadīgas personas.

6. Kluba vadību, tāpat arī atsevišķus vadības locekļus, var atcelt Latvijas darba kameras priekšsēdētājs.

A. Kluba pārzinis.

7. Kluba pārzinā uzdevumi:

- a) vadīt un rūpēties par kluba rosīgu darbību;
- b) saziņā ar arodbiedrību izlemt visus jautājumus, kas ar šiem noteikumiem nav uzticēti kluba pārvaldei vai revīzijas komisijai.

B. Pārvalde.

8. Pārvalde sastāv no kluba pārzinā un 3 pārvaldes locekļiem, no kuriem viens attiecīgās arodbiedrības pārstāvis, kurš strādā attiecīgā uzņēmumā, bet pārējie divi strādnieku un darbinieku pārstāvji. Ja klubā abu dzimumu dalībnieki, tad strādniekus pārstāv strādniece un strādnieks.

Kluba pārzinis nozīmē pārvaldes locekļu sekretāru, kasiera un mantziņa amatos, par ko ziņo uzņēmuma vadībai un arodbiedrībai, kura apstiprina amatu sadalījumu.

9. Pārvaldes apspriedes sasauc un vada kluba pārzinis ne retāk kā reizi mēnesī. Tās pilntiesīgas, ja piedalās kluba pārzinis un vismaz 2 pārvaldes locekļi. Pārvaldes apspriedēs kluba pārzinis var pieaicināt kā padomdevēju katru kluba dalībnieku.

10. Pārvaldes tiesības un pienākumi:

- a) organizēt atsevišķus kluba pasākumus un izraudzīt tiem vadītājus (22. p.);
- b) sagatavot un sniegt priekšlikumus, budžetus, darbības planus un pārskatus arodbiedrībai;
- c) lemt saziņā ar arodbiedrību par saistību uzņemšanu līdz Ls 50,—;
- d) apspriest jautājumus, kuras ierosina pati pārvalde, uzņēmuma īpašnieks vai kluba dalībnieki;
- e) apspriest arodbiedrības rīkojumu realizēšanas labākos veidus, par to sazinoties ar arodbiedrību;
- f) lemt par kluba dalībnieku izslēgšanu.

11. Pārvaldes lēmumiem nepieciešama kluba pārzinā piekrišana. Lēmumi jāprotokolē; protokolus paraksta klātesošie pārvaldes locekļi. Ja kāds pārvaldes loceklis nepiekrīt vairākuma lēmumam, viņam tiesības pieprasīt savu atsevišķo domu ierakstīšanu protokolā.

12. Kluba rakstus paraksta kluba pārzinis un sekretārs. Saistības līdz Ls 50,— arodbiedrības pilnvarā slēdz un paraksta kluba pārzinis, kopā ar kasieri un sekretāru. Saistības, kas pārsniedz Ls 50,—, klubam nav tiesības slēgt; šādus darījumus kārtā attiecīgā arodbiedrība.

13. Pārvaldes locekļi, kas pārkāpuši kluba noteikumus vai lēmumus, atbild par nodarītiem zaudējumiem.

C. Revīzijas komisija.

14. Revīzijas komisija sastāv no revīzijas komisijas priekšsēdētāja un 2 locekļiem, no kuriem vienu iecel uzņēmuma īpašnieks no kluba dalībnieku vidus. Pārējos revīzijas komisijas locekļus nozīmē arodbiedrība un apstiprina Latvijas darba kameras priekšsēdētājs.

Revīzijas komisijas locekļa amats nav savienojams ar citu amatu klubā.

15. Revīzijas komisija pārbauda pārvaldes darbību, līdzekļu vākšanu un izlietošanu un dod atsauksmi par budžetu, kluba saimniecību un mantas pārskatu.

16. Revīzijas komisijas apspriedes sasauc un vada revīzijas komisijas priekšsēdētājs pēc vajadzības, bet ne retāk kā 1 reizi gadā. Tās pilntiesīgas, ja piedalās priekšsēdētājs un viens loceklis.

17. Revīzijas komisijas sēdēs balso atklāti un lemj ar vienkāršu balsu vairākumu. Protokolus raksta priekšsēdētāja aicināts revīzijas komisijas loceklis, un tos paraksta visi klātesošie revīzijas komisijas locekļi.

3. Darbība.

18. Par kluba dalībnieku var būt tikai attiecīgā uzņēmuma strādnieki un darbinieki, attiecīgās arodbiedrības biedri.

19. Dalībniekus, kas nepilda kluba noteikumus, pārvaldes lēmumus vai citādi kaitē kluba mērķiem un interesēm, kluba pārvalde var izslēgt uz laiku vai pavisam. Šos pārvaldes lēmumus apstiprina arodbiedrības valde. Pirms šāda lēmuma dalībniekam dodama iespēja sniegt paskaidrojumu. Izslēgtu dalībnieku atkal uzņemt klubā var vienīgi ar arodbiedrības valdes piekrišanu.

20. Kluba darbības atsevišķām nozarēm pārvalde no nozaru dalībnieku vidus iecel vadītājus.

Viņus apstiprina Kameras attiecīgā biroja vadītājs, uzklaušot arodbiedrības atsauksmi.

21. Par kluba darbību jā sastāda plans par pusgadu uz priekšu, kas jāiesniedz arodbiedrībai, kura to izskata un, pievienojot savus atzinumus, nodod apstiprināšanai Latvijas darba kamerai.

Pusgadi skaitas no 15. oktobra līdz 14. aprīlim un no 15. aprīļa līdz 14. oktobrim.

Darbības plāni jāiesniedz arodbiedrībai vismaz līdz 15. septembrim resp. 15. martam. Arodbiedrība tos nodod Kamerai līdz 1. oktobrim resp. 1. aprīlim.

4. Līdzekļi.

22. Kluba līdzekļi sastādas no: a) uzņēmuma īpašnieka ziedojumiem, b) kluba mantības, sarīkojumu un pasākumu ienākumiem, c) dāvinājumiem, d) dažādiem ienākumiem.

23. Kluba līdzekļi, kas jāpārsniedz Ls 10,—, 2 nedēļu laikā jāiemaksā attiecīgās arodbiedrības kasē un jāiegrāmato specialā kluba kontā. Arodbiedrība izmaksas izdara uz kluba pārzinā, sekretāra un kasiera parakstītiem pieprasījumiem.

24. Kluba darbības gads skaitas kalendāra gads. Par noteicējo gadu pārvalde sastāda kluba saimniecības un darbības pārskatu, kuru līdz ar revīzijas komisijas atsauksmi iesniedz arodbiedrībai.

Saņemto kluba saimniecības un darbības pārskatu, kopā ar kluba budžetu, arodbiedrība iesniedz Latvijas darba kamerai un uzņēmuma īpašniekam.

25. Kamerai un arodbiedrībai tiesības revidēt kluba darbību, grāmatas un kasi katrā laikā.

5. Likvidācija.

26. Kluba likvidēšanu var ierosināt vismaz 2/3 kluba dalībnieku, uzņēmuma īpašnieks, attiecīgā arodbiedrība vai Latvijas darba kamera. Jautājumu par likvidāciju izšķir Kameras priekšsēdētājs. Likvidāciju izdara attiecīgās arodbiedrības valde.

27. Likvidatori:

- a) saaicina kreditorus un gādā līdzekļu viņu prasību apmierināšanai;
- b) kluba lietošanā nodoto mantu izsniedz atpakaļ tās īpašniekam;
- c) sastāda pārskatu par nobeigto likvidāciju un, ar arodbiedrības revīzijas komisijas atsauksmi, iesniedz Latvijas darba kamerai, nododot uzglabāšanai kluba grāmatas un rakstus.

28. Kluba mantība un saistības, tāpat arī klubam aizdotās mantas, pēc likvidācijas piekrīt attiecīgai arodbiedrībai.

Priekšsēdētājs K. Egle. Ģeneralsekretārs A. Kleinhoīš.

Apstiprinu. 1938. g. 9. septembrī. Tautas labklājības ministris J. Volonts.

Pārgrozījums un papildinājums pie noteikumiem par vienreizēju aizdevumu un pabalstu izsniegšanu lauku darbos nodarbinātiem darba meklētājiem

(„Vald. Vēstn.” 1938. g. 51. num.)

13. pantu izteikt šādi:

13. Uz līdzšinējiem noteikumiem izsniegtiem aizdevumiem attiecināmi šo noteikumu 3. panta otrā daļa, sākot ar vārdiem: „un arī ārvalstīs dzimušie...”, 4. panta otrā daļa, sākot ar vārdiem „ārķārtējos gadījumos...”, 8. panta piezīme, 9., 10., 11. un 12. panti.

Papildinājums un pārgrozījums spēkā izsludināšanas dienā.

Sabiedriskās aizgādības depart. direktors O. Silis. Darba nod. vadītājs J. Gražulis.

Valsts tipogrāfijā dabūjama šāda brošūra

Likums par rūpniecības un amatniecības uzņēmumiem ar instrukciju, rīkojumu un rūpniecības un amatniecības nozaru klasifikāciju un citiem papildinājumiem.

Maksā: brošēta, bez piesūtīšanas 25 sant.
„ ar piesūtīšanu 30 sant.

Valsts tipogrāfija Rīgā, Valdemāra ielā 6.

Jelgavas apgabalt. civilnodala, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1693., 1695., 1712. un 1715. p., saskaņā ar Lavīzes-Emīlijas Krūziņš lūgumu un savu 1938. gada 4. augusta lēmumu, paziņo, ka parādnieki ir samaksājuši parādu pēc obligācijas par 2000 kr. c. rubl., kas nostiprināta 1903. g. 17. jūlijā ar 119. num. uz nekustamu īpašumu **Ventspils pilsētā**, 3. kvartālā, ar zemes grāmatu 62. num., bet šo obligāciju nevar izsniegt atpakaļ parādniekam hipotekas dzēšanai zemes grāmatas tādēļ, ka obligācija ir pazudusi.

Tāpēc apgabaltiesa uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz minēto obligāciju, pieteikties tiesā 1 mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Ja uzaicinātās personas nepieteiksies noteiktā laikā, tad obligāciju atzīs par iznīcinātu un lūdzējai būs tiesība prasīt hipotekas dzēšanu zemes grāmatā.

Jelgavā, 1938. g. 3. septembrī. Obl. 913. l. 15909g

Priekšsēd. v. Alf. Vagals. Sekretare M. Kleinhofs.

Jelgavas apgabaltiesas civilnod., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. p., paziņo, ka ar Krista Jēkaba d. Kraujnieka, dz. 1884. g. 12. dec. mir. 1937. g. 14. dec. nāvi, ir atklājis mantojums, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu būtu kādas tiesības vai prasības kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarīem u. t. l., pieteikt tiesai savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām.

Jelgavā, 1938. g. 3. septembrī. M. l. 1321/38. 16012e

Priekšsēd. v. Alf. Vagals. Sekretare M. Kleinhofs.

Jelgavas apgabalt. civilnodala, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. p., paziņo, ka ar Krista Siliņa, mir. 1918. g. 21. jūnijā, nāvi ir atklājis mantojums, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu būtu kādas tiesības vai prasības kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarīem u. t. l., pieteikt tiesai savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī” un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām.

Jelgavā, 1938. g. 3. septembrī. 545. l. 16019e

Priekšsēd. v. Alf. Vagals. Sekretare M. Kleinhofs.

Jelgavas apgabaltiesas civilnod., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1693., 1695., 1712. un 1715. pantiem, saskaņā ar Valsts zemes bankas lūgumu un savu 1938. g. 1. septembra lēmumu, paziņo, ka parādnieki ir samaksājuši parādu pēc obligācijas par 1475 kr. c. rubl., kas nostiprināta 1902. g. 20. augustā ar 462. num. uz nekustamu īpašumu **„Tote” mājām**, ar zemes grāmatu 1101/3060. num., bet šo obligāciju nevar izsniegt atpakaļ parādniekam hipotekas dzēšanai zemes grāmatas tādēļ, ka obligācija ir pazudusi.

Tāpēc apgabaltiesa uzaicina visas personas, kam būtu tiesības uz minēto obligāciju, pieteikties tiesā 1 mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”. Ja uzaicinātās personas nepieteiksies noteiktā laikā, tad obligāciju atzīs par iznīcinātu un lūdzējai būs tiesība prasīt hipoteku dzēšanu zemes grāmatā.

Jelgavā, 1938. g. 5. septembrī. Obl. l. 999. 16016e

Priekšsēd. v. Alf. Vagals. Sekretare M. Kleinhofs.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. pantiem, paziņo, ka ar šo minēto personu nāvi ir atklājušies mantojumi, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šiem mantojumiem būtu kādas tiesības vai prasības kā mantiniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām:

- 1) Vincentis Ratniks, dzim. 1877. g. 2. decembrī Krāslavas pag., mir. 1927. g. 26. martā turpat. L. 1953a/38.;
- 2) Adams Bambans, 55 g. v., mir. 1919. g. 19. decembrī Malinovas pag., L. 2469a/38.;

- 3) Enta (arī Jenta) Aršs, 73 g. veca, mir. 1932. g. 19. decembrī Lietavā, Kauņa, L. 2470a/38.;
- 4) Ignats (Ignatijs) Filipovs, mir. 1914. g. augustā Bīķernieku pag., L. 2477a/38.;
- 5) Feiga-Lea Starobins, dzim. 1864. g., mir. 1930. g. 28. aprīlī Daugavpilī, L. 2500a/38.;
- 6) Pēteris Znutenš (Znutins), 49 g. vecs, mir. 1923. g. 11. maijā Vārkavas pag., L. 2507a/38.;
- 7) Jānis I. Kudrašovs, 59 g. vecs, mir. 1931. g. 20. janvārī Aulejas pag., L. 2522a/38.;
- 8) Pēteris Salmiņš, dzim. 1866. g. 14. maijā, mir. 1935. g. 18. oktobrī Krustpils pag., L. 2524a/38.;
- 9) Izidors Daukšts, dzim. 1864. g., mir. 1936. g. 29. maijā Kapiņu pag., L. 2571a/38.;
- 10) Grigorijs Gutners, dzim. 1913. g. 25. jūnijā (v. st.) Daugavpilī, mir. 1932. g. 25. martā Daugavpils-Grīvas posmā, L. 2578a/38.

Daugavpilī, 1938. g. 3. sept. Vicepriekšs. A. Strazdiņš. Sekretara v. V. Bite.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod., paziņo, ka 1936. g. 28. decembrī mir. Ādama Vingra, dzim. 1859. g. 19. februārī, 1936. gada 4. maijā sastādītais privātais testaments ar apgabaltiesas 1937. g. 10. septembra lēmumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpilī, 1938. g. 3. sept. L. 1951a/37. 16024e

Vicepriekšs. A. Strazdiņš. Sekretars K. Kangurs.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod., paziņo, ka 1936. g. 19. septembrī mir. Jura Borska, kurš 1922. g. bija 86 gadus vecs, 1932. g. 9. martā sastādītais notariālais testaments ar apgabaltiesas 1937. g. 6. febr. lēmumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpilī, 1938. g. 3. sept. L. 1445a/37. 16025e

Vicepriekšs. A. Strazdiņš. Sekretars K. Kangurs.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod., paziņo, ka 1933. g. 16. februārī mir. Emīlijas Krastiņš, dzim. 1882. g. 16. septembrī, 1932. g. 5. novembrī sastādītais notariālais testaments ar apgabaltiesas 1933. g. 24. oktobra lēmumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpilī, 1938. g. 3. sept. L. 1762a/33. 16026e

Vicepriekšs. A. Strazdiņš. Sekretars K. Kangurs.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod., paziņo, ka 1935. g. 17. janvārī mir. Michalīnas Džergačs, dzim. 1855. g., 1933. g. 27. janvārī sastādītais privātais testaments ar apgabaltiesas 1936. gada 1. septembra lēmumu apstiprināts izpildīšanai.

Daugavpilī, 1938. g. 3. sept. L. 77a/36. 16027e

Vicepriekšs. A. Strazdiņš. Sekretars K. Kangurs.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod., paziņo, ka ar tiesas š. g. 4. augusta lēmumu lietā par Bera Rapoportā maksātnespēju anulēta konkursa valdes priekšsēdētājam Domenikam Garāčam 1937. g. 10. novembrī izdotā 6 m/37. kuratora apliecība.

Daugavpilī, 1938. g. 6. sept. L. 6 m/37. 16298e

Vicepriekšs. A. Strazdiņš. Sekretars K. Kangurs.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 18. maija tiesas sēdē attaisīto mir. Dominika Mičura privāto testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarīem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

Daugavpilī, 1938. g. 2. sept. L. 1789a/38. 15929e

Vicepriekšsēd. v. A. Malkins. Sekretara v. p. i. V. Bicāns.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 8. aprīlī tiesas sēdē attaisīto mir. Ādama Martiņova publisko testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarīem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas

„Valdības Vēstnesī”, un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

Daugavpilī, 1938. g. 2. sept. L. 1826a/38. 15930e

Vicepriekšsēd. v. A. Malkins. Sekretara v. p. i. V. Bicāns.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 8. aprīlī tiesas sēdē attaisīto mir. Izidora Rūzes privāto testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarīem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

Daugavpilī, 1938. g. 2. sept. L. 1833a/38. 15931e

Vicepriekšsēd. v. A. Malkins. Sekretara v. p. i. V. Bicāns.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 18. maija tiesas sēdē attaisīto mir. Jēpistinijas Grebevs priv. testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarīem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

Daugavpilī, 1938. g. 2. sept. L. 98a/38. 15932e

Vicepriekšsēd. v. A. Malkins. Sekretara v. p. i. V. Bicāns.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 17. jūnija tiesas sēdē nolāsīto mir. Zuzannas Strankals priv. testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarīem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

Daugavpilī, 1938. g. 2. sept. L. 2254a/38. 15933e

Vicepriekšsēd. v. A. Malkins. Sekretara v. p. i. V. Bicāns.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 18. maija tiesas sēdē attaisīto mir. Stanislava Babra privāto testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarīem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

Daugavpilī, 1938. g. 2. sept. L. 1792a/38. 15934e

Vicepriekšsēd. v. A. Malkins. Sekretara v. p. i. V. Bicāns.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1584., 1628.—1631. un 1710. p., uzaicina visas personas, kam būtu kādi iebildumi pret 1938. g. 18. maija tiesas sēdē attaisīto mir. Savelija Pertnikova priv. testamentu, vai kam būtu kādas prasības vai tiesības uz viņa atstāto mantojumu kā mantiniekiem, legatariem, fideikomisarīem, kreditoriem u. t. l., pieteikt tās tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, un norāda, ka personas, kas nebūs pieteikušas savas tiesības un iebildumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tādām, kas zaudējušas šīs tiesības vai atteikušas no iebildumiem.

Daugavpilī, 1938. g. 2. sept. L. 2101a/38. 15935e

Vicepriekšsēd. v. A. Malkins. Sekretara v. p. i. V. Bicāns.

Daugavpils apgabalt. tirdz. reģistra nodala, uz tirdz. reģ. not. 39. p. pamata, paziņo, ka š. g. 2. septembrī nodala „A” reģistrā ar 826. num. ierakstīta firma „Pulksteņu un dažādu preču tirgotava” I. Sulkīns, kuras īpašnieks Izraels Sulkīns, dzim. 1883. g. 15. septembrī, Balvu pag., dzīvo Balvos, Ezera ielā 2.

Uzņēmums atrodas Balvos, Rīgas ielā 12; darbības nozare: tirdzniecība ar pulksteņiem un dažādām precēm.

Uzņēmuma darbība atklāta 1907. gada 2. janvārī.

Daugavpilī, 1938. g. 7. sept. 826. l. 16312e

Tirdz. reģ. tiesn. P. Labeckis. Sekretara p. i. E. Kanevs.

Daugavpils apgabalt. tirdz. reģ. tiesnesis, pamatojoties uz tirdzniec. reģistr. not. 39. p., paziņo, ka uz tirdzniec. reģ. tiesneša 1938. g. 31. augusta lēmuma pamata, saskaņā ar paziņojumu, tirdzniecības „A” reģistrā firmas „H. Druks” 252. folijā atzīmēts: 1) ka firmas īpašnieks Hiršs Druks tagad dzīvo Rēzeknē, Krasta ielā 4 un 2) ka firma, grozot savu līdzšinējo darbības nozari, tagad tirgojas ar miltiem, putrainiem, cukuru, sāli, ziepēm un kolonialprečiem.

Daugavpilī, 1938. g. 7. sept. 252. l. 16310e

Tirdz. reģ. tiesn. P. Labeckis. Sekretara p. i. E. Kanevs.

Daugavpils apgabalt. tirdz. reģ. tiesnesis, pamatojoties uz tirdzniec. reģ. not. 39. p., paziņo, ka saskaņā ar tirdzniec. reģ. tiesneša 1938. g. 2. sept. lēmumu, tirdzniecības „A” reģistrā ar 552. num. ierakstītas atklātas sabiedrības ar firmu „S-ba „Patent”, Zilbermanis un Sulkīns” folijā uz paziņojuma pamata atzīmēts, ka šīs sabiedrības personīgi atbildīgais biedris Lipmanis Sluckis tagad dzīvo Daugavpilī, Rīgas ielā 83.

Daugavpilī, 1938. g. 7. sept. 552. l. 16311e

Tirdz. reģ. tiesn. P. Labeckis. Sekretara p. i. E. Kanevs.

Daugavpils apgabalt. tirdz. reģ. tiesnesis, pamatojoties uz tirdzniec. reģ. not. 39. pantu, paziņo, ka saskaņā ar tirdzniec. reģ. tiesneša 1938. g. 30. augusta lēmumu, tirdzniecības „B” reģistrā firmas „Tirdzniecības un rūpniecības akciju sabiedrības „Grauds” 2. folijā, uz paziņojuma pamata, atzīmēts, ka mirušā Roberta Kalniņa vietā sabiedrībā par valdes locekli iestājies Vilis Balodis, kurš dzīvo Rīgā, Lāčplēša ielā 57, 5 dz.

Daugavpilī, 1938. g. 7. sept. 2. l. 16309g

Tirdz. reģ. tiesn. P. Labeckis. Sekretara p. i. E. Kanevs.

Rīgas pils. 17. iec. mirtiesnesis, pamatojoties uz Civillik. 143. p. paziņo, ka 1938. g. 2. septembrī laulāto mantojuma akciju reģistrā 1261. lapā ierakstīts, ka starp laulātajiem Albertu Lānu, dzim. 1905. g. 1. maijā Pales pag., un Jūliānu Lānu, dzim. Bērziņš, dzim. 1905. gada 5. janvārī Rīgā, no 1938. gada 21. augusta pastāv visas mantas skirtība (Civillik. 117. p. un turpm. p.), kas nodibināta ar 1938. g. 16. augusta Rīgā, notāra P. Socka kantori ar reģ. 5823. num. noslēgto līgumu.

1938. g. 2. septembrī. 1261/r. l. 15936e

Mirtiesnesis Ž. Jumiķis. Sekretara v. E. Tirzmalis.

Rīgas apgabalt. 6. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Cēsu ielā 7. I. dz., paziņo, ka 1938. gada 19. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Gertrūdes ielā № 19/21, 6. un 8. dzīv., publiskā izsolē pārdos Savas Kurjānskijs mebeles un cit. l., kas novērtētas par Ls 1350.—

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā. 1320. l. 16445e

Tiesu izpild. v. i. (paraksts).

Rīgas apgabalt. 10. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Matīsa ielā 13, paziņo, ka 1938. g. 22. septembrī, plkst. 11, Rīgā, Slokas ielā 120, I. publiskā izsolē pārdos mir. Jāņa Bērziņa m/m. mebeles, drēbes, traukus u. c. l., kas novērtētas par Ls 627.—

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā. 990. l. 16319g

Tiesu izpild. K. Apsītis.

Rīgas apgabalt. 10. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Matīsa ielā 13, paziņo, ka 1938. g. 23. septembrī, plkst. 11, Rīgā, Augļu ielā 2, 20. dz., I. publiskā izsolē pārdos mir. Jāņa Bērziņa m/m. mebeles, drēbes, pianino, elektriskus pie-

derumus u. c. l., kas novērtētas par Ls 538.25.

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā. 990. l. 16318g

Tiesu izpild. K. Apsītis.

Rīgas apgabaltiesas 10. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Matīsa ielā 13, 2. dz., saskaņā ar Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Rīgas pilsētas prasības piedzišanai 1938. g. 19. novembrī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodalas sešu zaļē pārdos I. publiskā izsolē Marijas Zeibolds (Zeibolts) nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Rīgā, Imantās ielā 8, 6. hip. iecirknī un ierakstīta zemes grāmatu reģistrā 1987. num. (93. grupā, 58. grūnti) un sastāv no pilsētas dzimtsnomas zemes gabala atdalīta no VI-143, 30984 kv. mtr. platībā ar ekām;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 1539.60;

3) tai ir hipoteku parādi Ls 21.500.—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitdaļa — Ls 153,96 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) šā īpašuma zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodalā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanai novērs, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kanceleijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalas kanceleijā.

Rīgā, 1938. g. 7. septembrī. Tiesu izpildītājs K. Apsītis.

Rīgas apgabalt. Rīgas apr. 1. iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Rīgā, Brīvības ielā 85, 9. dz., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. pantiem, paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas aizd. Ls 7980.— nenomaksāto termiņmaksu piedzišanai 1938. g. 19. novembrī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sešu zaļē pārdos I. publiskā izsolē Līzes Linde, dzim. Krūmiņš, nekustamo īpašumu, kas atrodas Rīgā apr. Doles pag., ierakstīts zemes grāmatu reģistrā ar 13807. num. un sastāv no „Valvadu 40 F, Fa, Fb un Fc” mājām, 15,92 ha kopplatībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 13.000.—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 11.700.—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 1300.— drošības naudas — novērtējuma desmitdaļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma.

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodalā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kanceleijā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalas kanceleijā.

1938. g. 3. septembrī. 289. l. 16038g

Tiesu izpild. L. Kokle.

Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Krāslavā, Miesnieku ielā 3, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības par Ls 80,67 piedzišanai 1938. gada 12. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sešu zaļē pārdos l. publiskā izsolē Bolešlava un Leoniles Vīgulu nekustamu īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Aulejas pag., ierakstīts zemes grāmatas 30614. num. nodalījumā un sastāv no Anču sādžas 27. viensētas, 8,870 ha platībā;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 400,—; 3) tam ir hipoteku parāds Ls 100,— Valsts zemes bankai; 4) solītajiem jāiemaksā Ls 40,— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā. Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā.

Krāslavā, 1938. g. 7. sept. 335. l. 16370g Tiesu izpild. J. Avotnieks.

Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Krāslavā, Miesnieku ielā 3, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības par Ls 55,80 piedzišanai 1938. gada 12. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sešu zaļē pārdos l. publiskā izsolē Aleksandra-Alekseja Jugana nekustamu īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Kapīņu pag., ierakstīts zemes grāmatas 29192. num. nodalījumā un sastāv no Kotorišķu sādžas 14. viensētas, 6,497 ha platībā;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 200,—; 3) tam ir hipoteku parāds Ls 300,— Valsts zemes bankai; 4) solītajiem jāiemaksā Ls 20,— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Daugavpils-Līkstes zemes grāmatu nodaļā. Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā.

Krāslavā, 1938. g. 7. sept. 408. l. 16371g Tiesu izpild. J. Avotnieks.

Daugavpils apgabalt. Maltas iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Maltas pag. Maltas c., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas prasības par Ls 90,78 piedzišanai 1938. gada 12. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sešu zaļē pārdos l. publiskā izsolē Pētera, Ivana, Minaja, Izota un Polijekta Armeija delu un Akulinas Pimena m. Iljūnu nekustamu īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Silajāņu pag., ierakstīts zemes grāmatas 9933. num. nodalījumā un sastāv no Hromino sādžas 5. viensētas, 18,560 ha platībā;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 3700,—; 3) tam ir hipoteku parādi Ls 1300,—; 4) solītajiem jāiemaksā Ls 370,— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā. Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

Maltas c., 1938. g. 1. sept. 1122. l. 15660e Tiesu izp. v. i. K. Smiltiņš.

Daugavpils apgabalt. Maltas iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Maltas pag. Maltas c., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Isaka Faktora prasības par Ls 370,— piedzišanai 1938. g. 26. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sešu zaļē pārdos l. publiskā izsolē mīr. Jura Indriķa (Andreja) d. Anspoka mantojuma masas nekustamu īpašumu, kas atrodas Daugavpils apr. Preiļu pag., ierakstīts zemes grāmatas 25747. num. nodalījumā un sastāv no tiesībām uz 32 deset. 177 kv. asīm Preiļu un Sondaru saimniecības zemes gabalā, kura platība 56 deset. 354 kv. asīs;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 5120,—; 3) tam nav hipoteku parāda; 4) solītajiem jāiemaksā Ls 290,— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Daugavpils-Līkstes zemes grāmatu nodaļā. Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā.

Maltas c., 1938. g. 31. aug. 179. l. 15480g Tiesu izp. v. i. K. Smiltiņš.

Daugavpils apgabalt. Maltas iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Maltas pag. Maltas c., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas kredītbankas Daugavpils nodaļas prasības par Ls 149,95 piedzišanai 1938. g. 26. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sešu zaļē pārdos l. publiskā izsolē Fedora Ivana d. Piskunova nekustamu īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Silajāņu pag. Bikovas sādžas zemes robežās, ierakstīts zemes grāmatas 20168. un 20183. num. nodalījumā un sastāv no min. sādžas 17. viensētas, 6,016 ha platībā un tiesībām 0,015 dalās kopīpašuma 34. zemes gabalā (kūdras purvs), kura platība 2,799 ha;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 399,—; 3) tam ir hipoteku parāds Ls 1100,—; 4) solītajiem jāiemaksā Ls 39,90 drošības nauda — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā. Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

Maltas c., 1938. g. 31. aug. 518. l. 15481g Tiesu izp. v. i. K. Smiltiņš.

Daugavpils apgabalt. Maltas iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Maltas pag. Maltas c., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Maltas pag. pašvaldības prasības par Ls 255,07 piedzišanai 1938. gada 26. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sešu zaļē pārdos l. publiskā izsolē Ignata Ignata dēla Samuša nekustamu īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Maltas pag., Vecostaļu sādžas zemes robežās, ierakstīts zemes grāmatas 22569. num. nodalījumā un sastāv no 16. viensētas, 7,165 ha platībā;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 870,—; 3) tam ir hipoteku parāds Ls 1100,—; 4) solītajiem jāiemaksā Ls 87,— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā. Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

Maltas c., 1938. g. 31. aug. 114. l. 15482g Tiesu izp. v. i. K. Smiltiņš.

Daugavpils apgabalt. Maltas iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Maltas pag. Maltas c., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Maltas pag. pašvaldības prasības par Ls 235,15 piedzišanai 1938. gada 26. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sešu zaļē pārdos l. publiskā izsolē Jāņa Jāņa d. un Jekaterīnas Fedota m. Sadurovu nekustamu īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Maltas pag., Turčīnu sādžas zemes robežās, ierakstīts zemes grāmatas 25285. num. nodalījumā un sastāv no 1. viensētas, 15,937 ha platībā;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 1976,—; 3) tam ir hipoteku parāds Ls 1500,—; 4) solītajiem jāiemaksā Ls 197,60 drošības nauda — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā. Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

Maltas c., 1938. g. 31. aug. 129. l. 15483g Tiesu izp. v. i. K. Smiltiņš.

Daugavpils apgabalt. Maltas iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Maltas pag. Maltas c., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas prasības par Ls 42,97 piedzišanai 1938. g. 26. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sešu zaļē pārdos l. publiskā izsolē mīr. Marijas Miķeļa m. Tilčiks mantojuma masas nekustamu īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Andrupenes pag., ierakstīts zemes grāmatas 21323. num. nodalījumā un sastāv no Morozovkas sādžas 21. viensētas, 6,603 ha platībā;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 500,—; 3) tam ir hipoteku parāds Ls 1300,—; 4) solītajiem jāiemaksā Ls 50,— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā. Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

Maltas c., 1938. g. 1. sept. 1114. l. 15658e Tiesu izp. v. i. K. Smiltiņš.

Daugavpils apgabalt. Maltas iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Maltas pag. Maltas c., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas bankas Rēzeknes nodaļas, Latvijas kredītbankas Daugavpils nodaļas un Silajāņu pag. pašvaldības prasības par Ls 1627,56 piedzišanai 1938. g. 26. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sešu zaļē pārdos l. publiskā izsolē Kirjana Fedora d. Zabalujeva nekustamu īpašumu pilnā sastāvā, kas atrodas Rēzeknes apr. Silajāņu pag. Palšas sādžas zemes robežās, ierakstīts zemes grāmatas 6319. num. nodalījumā un sastāv no 30. viensētas, 5,997 ha platībā;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 660,—; 3) tam nav hipoteku parādu; 4) solītajiem jāiemaksā Ls 66,— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdomātā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā. Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

Maltas c., 1938. g. 1. sept. 290. l. 15659e Tiesu izp. v. i. K. Smiltiņš.

Daugavpils apgabalt. Rēzeknes 1. iecirkņa tiesu izpildītājs J. Stumbergs (kanceleja Rēzeknē, 18. Novembra ielā 23), pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Ruvina Vainštoka prasības par Ls 50,— ar proc. un tiesāšanas izdev. un Bērzgales pag. valdes prasības par Ls 335,40 ar soda naudu piedzišanai 1938. g. 19. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zaļē l. publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā Donata Jona d. Igauna nekustamu īpašumu, kas atrodas Rēzeknes apr. Bērzgales pag., ierakstīts zemes grāmatas 28986. nodalījumā un sastāv no zemes gab. 3F, ar nosauk. „Igauni“, 12,84 ha platībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 1525,—; 3) tam ir hipoteku parāds Ls 1700,—; 4) solītajiem jāiemaksā Ls 152,50 drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdomātā nekustama īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā. Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

Rēzeknē, 1938. g. 2. sept. 796. l. 15882g Tiesu izpild. J. Stumbergs.

Daugavpils apgabalt. Rēzeknes 1. iecirkņa tiesu izpildītājs J. Stumbergs (kanceleja Rēzeknē, 18. Novembra ielā 23), pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Firdas „Diabolo separatoru tirdzniecības J. Kimberga“ prasības par Ls 88,— ar proc. un izdev. piedzišanai 1938. g. 19. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zaļē l. publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā Antona Jona d. Strucinska nekustamo īpašumu, kas atrodas Rēzeknes apr. Bērzgales pag. Tumažu sādžā, ierakstīts zemes grāmatas 17856. nodalījumā un sastāv no 3. zemes viensētas, 7,403 ha platībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 1640,—; 3) tam nav hipoteku parādu; 4) solītajiem jāiemaksā Ls 164,— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdomātā nekustama īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā. Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

Rēzeknē, 1938. g. 2. sept. 416. l. 15883g Tiesu izpild. J. Stumbergs.

Daugavpils apgabalt. Rēzeknes 1. iecirkņa tiesu izpildītājs J. Stumbergs (kanceleja Rēzeknē, 18. Novembra ielā 23), pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Pētera Utinana prasības par Ls 239,— ar proc. un izdevumiem piedzišanai 1938. gada 19. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zaļē l. publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā Pavela-Ciprijana Jēkaba d. Liunaga nekustamo īpašumu, kas atrodas Rēzeknes apr. Gaigalavas pag. Pedēju sādžā, ierakstīts zemes grāmatas 26476. nodalījumā un sastāv no zemes 2. viensētas, 16,886 ha platībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 3324,—; 3) tam ir hipoteku parāds Ls 3100,—; 4) solītajiem jāiemaksā Ls 332,40 drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdomātā nekustama īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā. Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

Rēzeknē, 1938. g. 3. sept. 393. l. 15884g Tiesu izpild. J. Stumbergs.

Daugavpils apgabalt. Rēzeknes 1. iecirkņa tiesu izpildītājs J. Stumbergs (kanceleja Rēzeknē, 18. Novembra ielā 23), pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas prasības par Ls 478,42 ar nokavētām rentēm un izdev. piedzišanai 1938. gada 19. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zaļē l. publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā Jēzupa Jura d. Kaupuša nekustamo īpašumu, kas atrodas Rēzeknes apr. Bērzgales pag., ierakstīts zemes grāmatas 4419. nodalījumā un sastāv no Bērzgales saimniecības neatsavināmās daļas, 41,90 ha platībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 16.500,—; 3) tam ir hipoteku parāds Ls 13.100,—; 4) solītajiem jāiemaksā Ls 1650,— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdomātā nekustama īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā. Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

Rēzeknē, 1938. g. 5. sept. 1295. l. 16189g Tiesu izpild. J. Stumbergs.

Daugavpils apgabalt. Rēzeknes 1. iecirkņa tiesu izpildītājs J. Stumbergs (kanceleja Rēzeknē, 18. Novembra ielā 23), pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Emīļa Pētera d. Gailiša prasības par Ls 600,— ar proc. un tiesāšanas izd. un Valsts zemes bankas Rēzeknes nod. prasības par Ls 25,99 ar nokavētām rentēm un izdev. piedzišanai 1938. g. 19. novembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sešu zaļē l. publiskā izsolē pārdos pilnā sastāvā Mades Jākuba m. Veinbergs nekustamo īpašumu, kas atrodas Rēzeknes apr. Gaigalavas pag., ierakstīts zemes grāmatas 26174. nodalījumā un sastāv no zemes gab. 328 F, 3,87 ha platībā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 111,—, bet Valsts zemes bankas novērtējums Ls 100,—; 3) tam ir hipoteku parāds Ls 100,—; 4) solītajiem jāiemaksā Ls 11,— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda Tieslietu ministrijas atļauja pārdomātā nekustama īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rēzeknes-Ludzas-Abrenes zemes grāmatu nodaļā. Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu. Pārdomātā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā.

Rēzeknē, 1938. g. 5. sept. 1255. l. 16190g Tiesu izpild. J. Stumbergs.

Citu iestāžu sludinājumi.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa,

saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 6. septembra R 394. lēmumu pārrēģistrēta „Jelgavas izglītības biedrība“ par „Jelgavas skolu biedrību“ ar valdes mājokli Jelgavā. 16385g

Nodaļas vad. A. Liepiņš. Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa,

saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 6. septembra R 510. lēmumu pārrēģistrēta līdzšinējā sporta biedrība „Union“ Rīgā par Rīgas sporta biedrību „Unions“, ar valdes mājokli Rīgā. 16383g

Nodaļas vad. A. Liepiņš. Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa,

saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 6. septembra R 518. lēmumu pārrēģistrēta „Ventspils jaunības draugu biedrība“ ar valdes mājokli Ventspilī. 16384g

Nodaļas vad. A. Liepiņš. Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa,

saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 6. septembra R 518. lēmumu pārrēģistrēta „Klosteres izglītības biedrība“ ar valdes mājokli Klosteres pagasta valdes namā.

Nodaļas vad. A. Liepiņš. Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa,

saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 6. septembra R 519. lēmumu līdzšinējā Līgatnes un apkārtnes mednieku biedrība „Vanags“ pārrēģistrēta par „Līgatnes mednieku biedrību“ ar valdes mājokli Līgatnes pagastā.

Nodaļas vad. A. Liepiņš. Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa,

saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 6. septembra R 521. lēmumu pārrēģistrēta „Zaļenieku mednieku biedrība“ ar valdes mājokli Zaļenieku biedrību namā. 16390g

Nodaļas vad. A. Liepiņš. Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa,

Kara ministr. Apgādes pārvalde,

Rīgā, Valdemāra ielā 10/12, 1938. g. 17. septembrī, plkst. 11,

iegādās sacensībā

10.000 kg zābaku smēres

Nodrošinājums 5% no piedāvājuma sumas.
Tuvāki nosacījumi finansu daļā.

L 3110
16443

Pasta un telegrafa departaments

š. g. 20. septembrī, plkst. 10, savās telpās, Radio ielā,

sacensībā izdos

Rīgas VIII pasta un tel. kantora ēkas jaunbūves darbus

nodroš. Ls 10.000,—

Tuvākas ziņas saņemamas departamenta būvniecības daļā 44. istabā.

1* L 3048 16094

Iecavas un apkārtnes pašv. sadarbības apvienība,

Iecavā, Iecavas slimnīcas kanclerjā, š. g. 21. sept., plkst. 13,

jauktā izsolē izdos

Iecavas slimnīcas saimniecības ēkas būvdarbus.

Izsoles dalībniekiem jāiemaksā drošības nauda Ls 100,—. Slimnīcas pārvalde patur tiesību darbus izdot personai pēc sava ieskata.

Tuvākas ziņas slimnīcas kanclerjā, darba laikā. Tālrunis Iecavā 39.

Lutriņu virsmežniecība

savā kanclerjā, Lutriņu virsmežziņa mājā, 1938. g. 13. oktobrī, plkst. 12, pārdos mutiskā izsolē:

- 1) augošu mežu pēc platības — III Kancleris mežniecība — divas vienības Ls 405,— un Ls 453,— vērtībā (mežs pēc Z. Judovina lauztā liguma);
 - 2) virsmežniecībai nevaļadzīgu ēku noplēšanai IV Lašupes iec. vienu vienību Ls 10,— vērtībā;
 - 3) virsmežniecībai nevaļadzīgu kokmateriālu atlikumus IV Lašupes iec. mežniecībā 10 vienības no Ls 1,— līdz Ls 14,— vērtībā;
 - 4) virsmežniecībai nevaļadzīgu inventāru, kas atrodas virsmežniecībā — 19 vienības no Ls 0,01 līdz Ls 1,— vērtībā;
 - 5) sekvestrētās zivju un vēžu ķeramās ierīces I iec. mežniecībā vienu vienību Ls 0,50 vērtībā; IV iec. mežniecībā vienu vienību Ls 2,— vērtībā.
- Mežu pārdošanas saskaņā ar meža un meža materiālu pārdošanas likumu un zemkopības ministra apstiprinātiem nosacījumiem.
- Virsmežniecība patur sev tiesības izsludināt vienības noņemt no izsoles pēc šajiem ieskatiem.
- Par vienībām ar 3 līdz 34 num. visā nosolītā summa jāsamaksā izsoles dienā, pēc vienības nosolīšanas.
- Tuvākas ziņas virsmežniecības kanclerjā un pie attiecīgiem iecirkņu mežziņiem.

Lutriņu virsmežniecība.

Nodokļu depart. nodokļu piedzinējs paziņo, ka 1938. gada 19. septembrī, plkst. 12, Rīgā, Brīvības ielā 60/66, 14a. dzīv., vairāksolīšanā pārdos Annas un Davida Mirmanu iekārtu dzīvokļa iekārtu, kas novērtēta par Ls 2500,—, viņu ienākuma nodokļu parāda segšanai.

Rīgā, 1938. g. 9. septembrī.

Nodokļu piedzin. J. K a z i ņ š.

Nodokļu departamenta nodokļu piedzinējs paziņo, ka 1938. g. 17. septembrī, plkst. 11, Daugavpilī, Kriši, Valdemāra ielā 41, vairāksolīšanā pārdos Ellas - Zaras Lubickis rakstāmgaldus un grāmatu skapi, kas novērtēti par Ls 254,—, viņas 1934. g. ienāk. nodokļu parāda piedzišanai.

16454e

Daugavpilī, 1938. g. 7. sept.

Nod. piedz. K. J a k o b s o n s.

Aizsargu priekšnieka iecelta komisija 1938. g. 11. oktobrī, plkst. 12, Alšvangā, Organizācijas savienības telpās jauktā izsolē pārdos Aizsargu organizācijai piederošo nekustamo īpašumu Alšvangā „Lauksaimnieks”, sastāvošu no 2,14 ha zemes un vienas saimniecības ēkas.

Izsoles sāksies no Ls 3300,—. Dalībniekiem jāuzrāda tieslietu ministra atļauja un jāiemaksā drošības nauda Ls 330,—, kas nosolītajam jāpapildina tūlīt līdz 10% no nosolītās sumas.

Rakstiskie piedāvājumi slēgtās aploksnēs ar uzrakstu „11. oktobra nekust. īpašuma „Lauksaimnieks” izsoles komisijai” jāiesniedz komisijai ne vēlāk, kā līdz izsoles dienas plkst. 12, pēc kura laika rakstiskos piedāvājumus vairs nepieņem.

Piedāvājums jāuzrāda: 1) iesniedzēja vārds, uzvārds, dzīves vieta un iesniegšanas diena, 2) piekrišana izsoles noteikumiem, un 3) piedāvātā summa (arī burtiem).

Tuvākas ziņas un noteikumu sniedz 6. Aizputes aizs. pulka komandieris darba laikā, vai pa tālr. Aizpute 127.

Pulka kom. v. J. Zvirbulis.

Darbvedis F. Zvirgzds.

Nodokļu departamenta spirta monopola nodaļa paziņo, ka Komandit Sabiedr. Vilpsons, Riške un bdr. ķīmiskajai laboratorijai 1938. g. 31. martā izdotā 8. apliecība denaturēta spirta saņemšanai papildīšanai pudeles un pārdošanai, pieteikta par nozudušu un ja tādu atrastu, tā jāuzskata par nederīgu. Nozaudētās apliecības vietā minētajai ķīmiskajai laboratorijai izdota 1938. g. 8. septembrī ar 88. num. jauna.

Rīgas prefektūra

izsludina par nederīgām pases un personas apliecības, kuras pieteiktas par zudušām, pēc sekoša saraksta:

- 1) Latv. pasi ser. BK 012555/169258, ko Rīgas pref. 1928. g. 16./X izdevusi Arnoldam Talam, 2) Latv. pasi ser. AL 000487/244755, ko Rīgas pref. 4. iec. priekšn. 1927. g. 4./XI izdevusi Ernestam Zandam, 3) Latvijas pasi ser. AJ 008461/239506, ko Rīgas pref. 1927. g. 15./IX izdevusi Avežam Ivanovam, 4) Latv. pasi ser. TT 004956/397435, ko Rīgas pref. 1937. g. 30./VII izdevusi Eleonorai-Krezeņ Smits, 5) Latv. pasi ser. KZ 006398/8398, ko Viļakas pagasta valde 1930. g. 13./XI izdevusi Stasislavam Putnam, 6) Latv. pasi ser. MT 022335/135, ko Stāmerienes pag. valde 1927. gada 9./XI izdevusi Valijai-Elfrīdai Sterns, 7) Latv. pasi ser. NT 004851/1651, ko Zaubes pagasta valde 1928. g. 31./VII izdevusi Leontīnei Zariņš, 8) Latv. pasi ser. AK 017991/225188, ko Rīgas pref. 13. iec. priekšn. 1927. gada 27./X izdevusi Voldemāram Einbergam, 9) Latv. pasi ser. AK 008750/87767, ko Rīgas pref. 6. iec. priekšn. 1927. g. 6./X izdevusi Antonam Sprigim, 10) 158. pagaidu pers. apl., ko Rīgas pref. 1938. g. 11./II izdevusi Jānim Ericam, 11) Latv. pasi ser. MK 001325/7109, ko Rēzeknes pils. pol. priekšn. 1928. gada 20./VII izdevusi Silantijam Viņakovam, 12) Latv. pasi ser. MJ 001219/212912, ko Rīgas pref. 1929. g. 7./IX izdevusi Anastasijai Kleiberģi, 13) Latv. pasi ser. CT 005351/10993, ko Ventspils pol. priekšn. 1928. g. 3./VII izdevusi Olgai Ecis, 14) Latv. pasi ser. CP 001927/2423, ko Rozēnu pag. valde 1931. g. 18./XII izdevusi Marijai Pūķi, 15) Latvijas pasi ser. TA 016508/361143, ko Rīgas pref. 1934. g. 20./XII izdevusi Jānim Kalniņam, 16) 64. pagaidu pers. apl., ko Rīgas prefektūra 1937. g. 18./I izdevusi Annai-Eriķai Picho, 17) Latv. pasi ser. MJ 008915/307546, ko Rīgas pref. 1930. g. 23./IV izdev. Ādolfam Engelim, 18) Latv. pasi ser. MJ 010362/172434, ko Rīgas pref. 1930. g. 10./III izdevusi Austrai-Augusteī Baumgart, 19) Latv. pasi ser. MA 015708/337378, ko Rīgas pref. 1932. g. 22./IX izdevusi Klārai Skudriņš, 20) Latv. pasi ser. NP 001208/408, ko Rīgas apr. 2. pol. iec. priekšn. palīgs 1928. gada 9./I izdevusi Jānim Kemerim, 21) Latv. pasi ser. AZ 020986/105780, ko Rīgas pref. 7. iec. priekšn. 1927. g. 12./XII izdevusi Zariņ Milleris, 22) Latv. pasi ser. BK 010182/170660, ko Rīgas pref. 4. iec. priekšn. 1928. gada 20./IX izdevusi Osvaldam-Eriham Mercam, 23) Latv. pasi ser. MA 003591/323602, ko Rīgas pref. 1931. g. 9./IX izdevusi Mildai Kvantē, 24) Latv. pasi ser. AJ 021568/127404, ko Rīgas pref. 8. iec. priekšn. 1927. gada 30./IX izdevusi Edgardam Rečam, 25) Latv. pasi ser. MJ 003771/223737, ko Rīgas pref. 1929. g. 1./XI izdevusi Ontonom Čodoram, 26) Latv. pasi ser. AZ 021319/265317, ko Rīgas pref. 1927. g. 12./XII izdevusi Izrahelim Eidensonam, 27) Latv. pasi ser. BK 000981/158735, ko Rīgas pref. 1928. g. 4./VII izdevusi Kurtam-Jānim Milleram, 28) Latvijas pasi ser. TA 019003/362732, ko Rīgas pref. 1935. g. 26./II izdevusi Zanim Broznerim, 29) Latv. pasi ser. JT 024878/3578, ko Naujenes pag. valde 1928. g. 4./V izdevusi Jānim Trofimovam, 30) atsauc sludinājumu, ievietotu „Valdības Vēstnesī” 1938. g. 143. num. par Latv. pasi ser. TZ 010099/379797, ko Rīgas pref. 1936. g. 13./VI izdevusi Voldemāram Irbeniekam, nozaudēšanu, jo tā atrasta.

Rīgas prefekt. 6. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto 558. apliecību par tiesību zaudēšanu, ko Ludzas kara apr. priekšn. 1935. g. 23. janv. izdevusi Dimītrijam Tolkuškinam, dzim. 1895. g. 16344e

Bukmuižas pag. valde izsludina par nederīgiem šādus nozaudētus dokumentus: 1) Latv. iekšz. pasi TZ 002942/365965, ko Rīgas pref. pasu nod. 1935. gada 11. novembrī izdevusi Veronikai Tuļs; 2) R 197806/198735. darba grāmatītu, ko Rīgas pils. Aizgādības valde 1936. g. 5. oktobrī izdevusi Veronikai Tuļs, un 3) 11008. kara-klausības apliecību, ko Rēzeknes kara apr. priekšnieks 1926. gada 28. maijā izdevusi Jezupam Kovalevskim. 16090g

Daugavpils prefektūra izsludina par nederīgu 34. ieroču atļauju, ko Rēzeknes apr. polic. 4. iec. priekšn. 1934. g. 10. augustā izdevusi Konstantīnam Pelšam, ar derīguma termiņu līdz 1938. g. 10. augustam. 16340g

Dagdas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 930. labības grāmatītu, ko šī pag. valde 1936. g. izdevusi Kazimīra Adamoviča mantiniekiem.

Jelgavas pils. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Z 31478./933.-A. darba grāmatītu, ko šī pilsētas valde 1932. gada 2. jūnijā izdevusi Maksimam Belovam. 16346g

Jelgavas telef. kant. izsludina par nederīgu nozaudēto radio abonem. 2317. atļauju, kas izdota Benjamiņam Feldhūnam Jelgavā, Lielajā ielā 59, 3. dz. L. 3106. 16365g

Kandavas pag. valde izsludina par nederīgu 379. labības grāmatītu, ko šī pag. valde 1937. gada izdevusi Valdeku māju pārvaldniekam Jānim Kalniņam.

Krāslavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatītu L 106731/1141, ko šī pag. valde 1937. g. 9. aprīlī izdevusi Adamam Žuram.

Krāslavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 959. labības grāmatītu, ko šī pagasta valde 1934. g. izdevusi Eduardam Medunecim. 15832g

Krimuldas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudētās: 1) 63/15059. zirga pasi, ko šī pag. valde 1926. g. 22. janv. izdevusi Adamam Romim; 2) 422/31714. zirga pasi ko šī pag. valde 1932. g. 10. maijā izdevusi Adamam Romim; 3) 23. labības grāmatītu, ko šī pag. valde 1937. g. izdevusi Augustam Ulmim. 16336g

Liepāvas pag. valde izsludina par nederīgu 98. labības grāmatītu, ko šī pag. valde 1937. gada izdevusi Dāvim Erkulim, Jaunreķšpos. 15723g

Ludzas apr. policijas 1. iec. priekšn. izsludina par nederīgiem saderīgus dokumentus pēc sekoša saraksta: 1) Latvijas iekšzemes pasi ser. MN 004912/988, ko viņš 1928. g. 23. martā izdevusi Goldai Vidri, dzim. Rivkins; 2) Latvijas iekšz. pasi serijs MN 018567/4317, ko viņš 1934. g. 4. jūlijā izdevusi Lejai Vidri; 3) Latvijas iekšz. pasi ser. MN 007425/320, ko viņš 1928. g. 4. janvārī izdevusi Franciskai Budreviči, dzim. Nekutins; 4) Latvijas iekšz. pasi ser. MN 017681/3443, ko viņš 1928. g. 1. decembrī izdevusi Šļomam - Leibam Verdelim; b) 1901. kara-klausības apliecību, ko Vidzemes artilērijas pulka komandieris 1935. g. 9. oktobrī izdevusi Šļomam-Leibam Verdelim; 5) Latvijas iekšz. pasi ser. MN 015619/1393, ko viņš 1928. g. 24. aprīlī izdevusi Mirjamai Kapelušniks, dzim. Lurje; 6) Latvijas iekšz. pasi ser. MN 015618/1392, ko viņš 1928. g. 24. aprīlī izdevusi Gīršam-Bēram Kapelušnikam; 7) Latvijas iekšz. pasi ser. MN 018049/3803, ko viņš 1931. g. 16. februārī izdevusi Sorai Haits, dzim. Levins; 8) Latvijas iekšz. pasi ser. MN 004863/940, ko viņš 1928. g. 21. martā izdevusi Sarai Sloboda, dzim. Gelbergs; 9) Latvijas iekšz.

Rīgas prefekt. 1. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto kara klausības apliecību, ko 10. Aizputes kājn. pulka komand. 1933. g. 14. VIII ar 6331. num. izdevusi Donatam Pitānam, dzim. 1910. g. 3. IV. 16343e

Ārlavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 123. labības grāmatītu, ko šī pag. valde 1937. g. izdevusi Jānim Jansonam. 15835g

Iekšlietu ministrijas emigrācijas nodaļa izsludina par nederīgiem Latvijas ārzemju pases: 1) 61/28, kas izdota 1928. g. 29. augustā Harbinā Annai Grīslis; 2) B 6607, kas izdota 1929. g. 29. maijā Liepājā Zāmelim Kozlovskim; 3) 2328. un 985, kas izdota 1923. g. 19. jūnijā un 1925. g. 2. jūlijā Liepājā Krišim un Marijai Langbergiem; 4) 251, kas izdota 1923. gada 24. janvārī Liepājā Sarie ((Zarie) Steinbergam; 5) 8496, kas izdota 1922. g. 3. oktobrī Liepājā Voldemāram Šēnam; 6) 7, kas izdota 1923. g. 2. janvārī Liepājā Ādolfam Pizikam.

Rīgas prefekt. 6. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto 558. apliecību par tiesību zaudēšanu, ko Ludzas kara apr. priekšn. 1935. g. 23. janv. izdevusi Dimītrijam Tolkuškinam, dzim. 1895. g. 16344e

Bukmuižas pag. valde izsludina par nederīgiem šādus nozaudētus dokumentus: 1) Latv. iekšz. pasi TZ 002942/365965, ko Rīgas pref. pasu nod. 1935. gada 11. novembrī izdevusi Veronikai Tuļs; 2) R 197806/198735. darba grāmatītu, ko Rīgas pils. Aizgādības valde 1936. g. 5. oktobrī izdevusi Veronikai Tuļs, un 3) 11008. kara-klausības apliecību, ko Rēzeknes kara apr. priekšnieks 1926. gada 28. maijā izdevusi Jezupam Kovalevskim. 16090g

Daugavpils prefektūra izsludina par nederīgu 34. ieroču atļauju, ko Rēzeknes apr. polic. 4. iec. priekšn. 1934. g. 10. augustā izdevusi Konstantīnam Pelšam, ar derīguma termiņu līdz 1938. g. 10. augustam. 16340g

Dagdas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 930. labības grāmatītu, ko šī pag. valde 1936. g. izdevusi Kazimīra Adamoviča mantiniekiem.

Jelgavas pils. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Z 31478./933.-A. darba grāmatītu, ko šī pilsētas valde 1932. gada 2. jūnijā izdevusi Maksimam Belovam. 16346g

Jelgavas telef. kant. izsludina par nederīgu nozaudēto radio abonem. 2317. atļauju, kas izdota Benjamiņam Feldhūnam Jelgavā, Lielajā ielā 59, 3. dz. L. 3106. 16365g

Kandavas pag. valde izsludina par nederīgu 379. labības grāmatītu, ko šī pag. valde 1937. gada izdevusi Valdeku māju pārvaldniekam Jānim Kalniņam.

Krāslavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatītu L 106731/1141, ko šī pag. valde 1937. g. 9. aprīlī izdevusi Adamam Žuram.

Krāslavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 959. labības grāmatītu, ko šī pagasta valde 1934. g. izdevusi Eduardam Medunecim. 15832g

Krimuldas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudētās: 1) 63/15059. zirga pasi, ko šī pag. valde 1926. g. 22. janv. izdevusi Adamam Romim; 2) 422/31714. zirga pasi ko šī pag. valde 1932. g. 10. maijā izdevusi Adamam Romim; 3) 23. labības grāmatītu, ko šī pag. valde 1937. g. izdevusi Augustam Ulmim. 16336g

Liepāvas pag. valde izsludina par nederīgu 98. labības grāmatītu, ko šī pag. valde 1937. gada izdevusi Dāvim Erkulim, Jaunreķšpos. 15723g

Ludzas apr. policijas 1. iec. priekšn. izsludina par nederīgiem saderīgus dokumentus pēc sekoša saraksta: 1) Latvijas iekšzemes pasi ser. MN 004912/988, ko viņš 1928. g. 23. martā izdevusi Goldai Vidri, dzim. Rivkins; 2) Latvijas iekšz. pasi serijs MN 018567/4317, ko viņš 1934. g. 4. jūlijā izdevusi Lejai Vidri; 3) Latvijas iekšz. pasi ser. MN 007425/320, ko viņš 1928. g. 4. janvārī izdevusi Franciskai Budreviči, dzim. Nekutins; 4) Latvijas iekšz. pasi ser. MN 017681/3443, ko viņš 1928. g. 1. decembrī izdevusi Šļomam - Leibam Verdelim; b) 1901. kara-klausības apliecību, ko Vidzemes artilērijas pulka komandieris 1935. g. 9. oktobrī izdevusi Šļomam-Leibam Verdelim; 5) Latvijas iekšz. pasi ser. MN 015619/1393, ko viņš 1928. g. 24. aprīlī izdevusi Mirjamai Kapelušniks, dzim. Lurje; 6) Latvijas iekšz. pasi ser. MN 015618/1392, ko viņš 1928. g. 24. aprīlī izdevusi Gīršam-Bēram Kapelušnikam; 7) Latvijas iekšz. pasi ser. MN 018049/3803, ko viņš 1931. g. 16. februārī izdevusi Sorai Haits, dzim. Levins; 8) Latvijas iekšz. pasi ser. MN 004863/940, ko viņš 1928. g. 21. martā izdevusi Sarai Sloboda, dzim. Gelbergs; 9) Latvijas iekšz.

pasi ser. MN 016264/2033, ko viņš 1928. g. 18. maijā izdevusi Minai Sleviči; 10) Latvijas iekšzemes pasi ser. MN 015751/1521, ko viņš 1928. g. 28. jūnijā izdevusi Aleksandrai Kočanovs; 11) Latvijas iekšz. pasi ser. MN 004002/491, ko viņš 1928. gada 27. janvārī izdevusi Zoļai Bondars (Bondarenova), dz. Sviklinskis; 12) velosipeda braukšanas 67909. numuru, ko viņš 1938. g. 2. jūnijā izdevusi Geronimam Rudzišam. 15861r

Madonas apr. polic. 2. iec. priekšn. izsludina par nozaudētu Evaldu Berela 86115. velosipeda braukšanas atļauju.

Maltas pagasta valde izsludina par nederīgiem nozaudētās: 1) Latv. iekšz. pasi ZT 014684, ko šī pag. valde 1933. g. 7. VII ar 6834. num. izdevusi Konstantīnam Maizikam; 2) 850. zirga pasi, ko Maltas pag. valde 1926. g. 9. IV izdevusi Ignatam Ilginam, zirgs pašlaik pieder Nikiforam Zalovam; 3) zirga pase, ko izdevusi nezināma iestāde 9 g. vecam, tumši bērnam, 136 cm augstam zirgam, krēpes uz labo pusi, pierē balta zīmīte un uz skausta balta zīmīte, zirgs pašlaik pieder Mičaiļam Kuraginam; 4) zirga pase, ko izdevusi Ozolmuižas pag. valde, zirgs ar sekošām pazīmēm: 139 cm augsts, 14 g. vecs, tumši sarkana spalvas krāsa, krēpes cirtas un pierē balta zīmīte, zirgs pašlaik pieder Sisojam Kuraginam. 15693

Maltas pag. valde izsludina par nederīgu darba grāmatītu Z 86826/8671-D, ko Jelgavas pils. valde izdevusi Sergejam Judinam. 16089g

Mazzalves pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 23. labības grāmatītu, ko šī pag. valde 1937. gadā izdevusi Minai Strautiņš. 15846g

Naukšēnu pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 80. labības grāmatītu, ko šī pagasta valde 1937. g. izdevusi šī pag. Džiļleju mājas īpašniekam Jānim Vidijam. 15845r

Nurmuižas pag. valde izsludina par nederīgiem nozaudētās: 1) 304. labības grāmatītu, ko šī pag. valde 1934. gadā izdevusi Krišam Aizupim-Cinim; 2) 175. labības grāmatītu, ko šī pag. valde 1936. g. izdevusi Vilim Purvišķim, un 3) 372. labības grāmatītu, ko šī pag. valde 1937. g. izdevusi Jānim Tisenkopimam. 15834r

Sērenes pag. valde izsludina par nederīgiem nozaudētās: 1) Latvijas iekšzemes pasi ser. JP 012804/204, ko Aulejas pag. valde 1927. g. 28. novembrī izdevusi Francim Valānim, un 2) darba grāmatītu NZ 03082/307, ko šī pag. valde 1932. g. 15. jūnijā izdevusi Volfrīdam Kaņepītim. 15847r

Stopiņu pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatītu R 02648/14599, ko Rīgas pils. valdes darba nodaļa 1932. g. 4./VI izsniegusi Valēriānam Čmutovam. 15840r

Ugāles pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. ZN 006658/1108, ko Valmieras pag. valde 1928. g. 9. febr. izdevusi Alfrēdam Mičkelsonam. 15502e

Valkas apr. policijas 1. iec. priekšnieks izsludina par nederīgiem sekošus dokumentus, kuru viņš izdevusi Teodoram Karlovicam: 1) Latvijas iekšzemes pasi ser. PZ 001186/1185, izdota 1928. g. 7. febr.; 2) velosipeda braukšanas atļauju ar 67997. numuru, izdota 1938. g. 12. maijā.

Ventspils apr. polic. 2. iec. priekšnieks izsludina par nederīgiem sekojošus dokumentus: 1) nozaudēto 1656. aizsarga dienesta apliecību, ko 2. Ventspils aizs. pulka komandieris 1936. gada 17. jūlijā izdevusi aizsargam Alfrēdam Viegziņam, un 2) saderīgus Latvijas iekšzemes pasi ser. CT 019747, ko Dundagas pag. valde 1932. g. 19. oktobrī izdev. Alfonam-Bērtulim Krimškim. 16341r

Vidsmuižas pag. valde izsludina par nederīgiem šādus nozaudētās: 1) ser. NM 010985/3981, ko šī pag. valde 1928. g. 30. maijā izdevusi Agārijai Garbačovs; 2) ser. NM 010049/3045, ko šī pag. valde 1928. g. 17. martā izdevusi Afanasijam Ivanovam un 3) zirga pasi 52347/327, ko Varakļānu pag. valde 1938. g. 3. jūnijā izdevusi Abramam Grimnam, pē